

**République Islamique de Mauritanie**  
Honneur –Fraternité – Justice  
Ministère de l'Economie et des Finances



**Projet de Loi de Finances pour l'année 2018**  
**Rapport Economique et Financier**

**Novembre 2017**

## Sommaire

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	6
Introduction générale .....	8
<b>I. Conjoncture Economique Internationale.....</b>	<b>10</b>
I.1. Croissance économique .....	10
I.2. Inflation.....	15
I.3. Echanges commerciaux et prix internationaux.....	16
I.4. Investissements directs étrangers .....	20
<b>II. Situation économique et financière nationale.....</b>	<b>22</b>
II.1. Croissance économique 2016-2018.....	22
II.2. Balance de paiement .....	25
II.3. Dette publique .....	31
II.4. Tableau des opérations financières de l'Etat au 30/09/2017.....	35
II.4.1. Recettes budgétaires.....	35
II.4.1.1. Recettes fiscales .....	36
II.4.1.2 Recettes non fiscales .....	38
II.4.1.3. Dons.....	39
II.4.2. Dépenses budgétaires .....	40
II.4.3. Solde budgétaire .....	44
II.5. Situation monétaire et prix.....	45
<b>III. Perspectives économiques et financières pour 2018.....</b>	<b>47</b>
III.1. Objectifs macroéconomiques et financiers 2018.....	47
III.2. Evolution des grandes masses du projet de budget 2018 .....	49
III.2.1. Ressources budgétaires.....	49
Mobiliser davantage de ressources pour soutenir la relance de l'activité et financer les dépenses sociales.....	49
III.2.2. Charges du budget de l'Etat.....	52
<b>ANNEXES .....</b>	<b>61</b>
Annexe 1 : Indicateurs économiques et financiers 2013-2018 .....	62
Annexe 2 : Tableau consolidé des opérations financières de l'Etat (2013–2018), en mds MRO .....	63
Annexe 3 : Equilibre général des ressources et des charges 2017-2018 (en MRO) .....	64
Annexe 4: Evolution du Budget de l'Etat, 2017-2018.....	65

## Liste des tableaux

Tableau 1: Evolution du PIB de principaux pays avancés (en %), 2014-2018.....	11
Tableau 2: Evolution de l'activité économique (en %) de principaux pays émergents et pays en développement réparties par régions, 2014-2018.....	12
Tableau 3: Evolution de l'activité économique (en %) des pays émergents et pays en développement, 2014-2017.....	13
Tableau 4: Croissance économique (en %) de certains pays du MOANAP, 2014-2018.....	13
Tableau 5: Croissance économique (en %) de certains pays de l'Afrique subsaharienne, 2014-2018.....	14
Tableau 6: Evolution des prix des produits alimentaires de base.....	17
Tableau 7: Evolution des prix des minerais métalliques, 2014-2018.....	18
Tableau 8: Evolution de la structure des exportations 2015-2018.....	27
Tableau 9: Evolution de la structure des importations 2015-2018.....	29
Tableau 10: Evolution des dépenses courantes, en glissement annuel.....	42
Tableau 11: Convention de financement signées en 2017.....	51
Tableau 12: Budget d'investissement Etat par projet.....	56

## Liste des figures

Figure 1: Evolution de l'économie mondiale .....	11
Figure 2: Inflation globale 2010-2018 .....	15
Figure 3: Evolution du commerce des biens au niveau mondial .....	16
Figure 4: Evolution des prix de l'énergie .....	17
Figure 5: Evolution des prix des produits alimentaires de base .....	18
Figure 6: Evolution des prix des minerais métalliques, 2014-2018.....	19
Figure 7: Flux d'IDE 2014-2016.....	20
Figure 8: Entrée d'IDE par catégorie des pays en 2017 .....	21
Figure 9: Structure du PIBr du secteur primaire.....	23
Figure 10: Structure du PIBr du secteur secondaire 2017 .....	24
Figure 11: Structure du PIBr du secteur tertiaire 2017 .....	25
Figure 12: Balance courante 2014-2018 .....	26
Figure 13: Evolution de la balance commerciale 2016-2018 .....	27
Figure 14: Evolution des prix de minerais sur le marché international.....	28
Figure 15: Compte des opérations financières.....	30
Figure 16: Réserves officielles brutes .....	30
Figure 17: Encours de la dette 2015-2018.....	31
Figure 18: Taux d'endettement 2015-2018.....	32
Figure 19: structure de la dette en 2016.....	32
Figure 20: Services de la dette 2009-2017.....	33
Figure 21: Ratios des services de la dette.....	34
Figure 22: Services de la dette extérieure en 2018.....	34
Figure 23: Répartition des services de la dette selon la devise.....	35
Figure 24: Evolution des recettes budgétaires 2016-2017.....	36
Figure 25: Poids des recettes fiscales.....	37
Figure 26: Structure des recettes fiscales janvier-septembre 2017 .....	37
Figure 27: Evolution des recettes fiscales en glissement annuel .....	38
Figure 28: Evolution des recettes non fiscales en glissement annuel .....	39

## Rapport économique et financier 2018

---

Figure 29: Etat de réalisation des dons en glissement annuel.....	39
Figure 30: d'exécution des dépenses et prêts nets au cours des 9 premiers mois de 2017.....	41
Figure 31: Evolution de l'exécution des dépenses courantes.....	41
Figure 32: Evolution mensuelle des recettes et des dépenses 2017.....	42
Figure 33: Traitements et salaires.....	43
Figure 34: Dépenses sur biens et services.....	43
Figure 35: Subventions et salaires 2013-2017.....	44
Figure 36: Solde global et solde primaire.....	45
Figure 37: Evolution de la masse monétaire en milliards MRO.....	45
Figure 38: Evolution des sources de la création de monnaie.....	46
Figure 39: Evolution de l'inflation (IPC, déflateur).....	47

Le rapport économique et financier est prévu par l'article 23 de l'ordonnance n°87-015 du 4 /02/1987 modifiant la loi n°78-011 portant loi organique relative aux lois de finances.

## SIGLES ET ABREVIATIONS

B & S nf :	Biens et services non-facteurs
BAD :	Banque africaine du développement
BCI :	Budget consolidé d'investissement
BCM :	Banque centrale de Mauritanie
BIC :	Bénéfice industriel et commercial
BID :	Banque islamique de développement
BM :	Banque mondiale
BNC :	Bénéfice non commercial
CSLP :	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
CUT :	Compte unique du trésor
DFI :	Droit fiscal à l'importation
FADES :	Fonds arabe pour le Développement économique et social
IDA :	International association développement
IDE :	Investissements directs étrangers
IHPC :	Indice harmonisé des prix à la consommation
IMF :	Impôt minimum forfaitaire
IRCM :	Impôts sur le revenu des capitaux mobiliers
ITS :	Impôt sur les traitements et salaires
LFR :	Loi de finances rectificative
MCM :	Mauritanian cooper mining
MOANAP :	Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan
ODD :	Objectifs de développement durable
PAHABO :	Projet Aménagement Hydro agricole dans le Brakna Ouest
PAP :	Plan d'actions prioritaires
PDRI :	Programme de développement rural intégré
PIB :	Produit intérieur brut
PIP :	Programme d'investissements publics
PLFI :	Projet de loi de finances initiale
PTF :	Partenaires techniques et financiers

## Rapport économique et financier 2018

---

REF :	Rapport économique et financier
RIM :	République islamique de Mauritanie
RSI :	Régime simplifié d'imposition
SCAPP :	Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée
SNIM :	Société nationale industrielle et minière
TCA :	Taxe sur le chiffre d'affaires
TIC :	Technologie de l'information et de la communication
TOF :	Taxe sur les opérations financières
TOFE :	Tableau des opérations financières de l'Etat
TVA :	Taxe sur la valeur ajoutée
UE :	Union européenne



## Introduction générale

1. Le projet de loi de finances pour l'année 2018 traduit les engagements de son excellence Monsieur le Président de la République dans son programme électoral, qui fait de la réalisation d'une croissance économique forte, durable et inclusive l'une de ses priorités.

Il prend en considération le chemin parcouru sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la feuille de route retenue pour l'opérationnalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD) et le Plan d'Action Prioritaire (PAP) 2016-2020 de la SCAPP.

2. La préparation de la loi de finances initiale (LFI) pour l'année 2018 intervient dans un contexte international caractérisé par l'affermissement de la reprise mondiale amorcée en 2016. La croissance du PIB réel mondial devrait passer de 3.2% en 2016 à 3.6% en 2017 et 3.7% en 2018. Les économies avancées poursuivent leurs rythmes de croissance modérés avec un taux de 2.2% en 2017 et 2% en 2018 tirés essentiellement par la demande intérieure vigoureuse enregistrée dans la plupart des pays de la zone Euro, malgré l'incertitude relative aux changements de politique budgétaire au Etats- Unies et le ralentissement des activités au Royaume-Uni. Cependant, les économies émergentes et en développement devraient connaître une reprise solide d'activités avec un taux de croissance de 4.6% en 2017 et 4.9% en 2018. Cette croissance est tirée essentiellement par la Chine (6.6%) et l'Inde (7.6%). Les pays du Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) devraient subir un ralentissement (2.6%) en 2017, en raison de la mauvaise conjoncture dans les pays exportateurs de pétrole, avant de connaître de nouveau un rythme accéléré (3.5%) en 2018. Quant à l'Afrique subsaharienne, le taux de croissance devrait se chiffrer à 2.6% en 2017 et 3.4% en 2018 bien que sa valeur par tête reste négative ou nulle dans la plupart des pays.
3. Au niveau national, le pays continue à confronter un environnement externe difficile caractérisé par la volatilité et la faiblesse des prix des minerais et ses implications en termes de la détérioration des termes de l'échange.

## Rapport économique et financier 2018

---

D'autres défis politiques, économiques et environnementaux feront l'ordre du jour en 2018 à savoir :

- i) l'organisation du sommet de l'Union Africaine à Nouakchott après la réussite du sommet Arabe tenu à Nouakchott l'année passée,
  - ii) l'organisation des élections parlementaires, municipales et régionales conformément aux résultats du référendum du mois d'août passé sur des réformes constitutionnelles portant sur la suppression de la chambre haute du parlement (le Sénat) et la création des conseils régionaux, et
  - iii) le renforcement du programme Emel après le déficit pluviométrique enregistré cette année sur le territoire national et ses conséquences en termes de sécurité alimentaire.
4. Malgré cet environnement peu favorable, l'activité économique nationale poursuit sa reprise en 2017 avec une croissance du PIB réel estimée à 3,5%, reflétant ainsi la bonne tenue du sous-secteur de l'agriculture irriguée, des secteurs de la pêche et des Bâtiments et travaux publics (BTP), conjuguée au regain de croissance dans les activités manufacturières. L'évolution des prix à la consommation est restée modérée à 2,2%, en glissement annuel, à fin août grâce à une relative stabilité du taux de change et des marchés mondiaux des matières premières. Elle ne devrait pas dépasser le taux de 2,7% en fin décembre.
5. Après une présentation de l'environnement international actuel et des perspectives pour l'année 2018, le rapport abordera les développements économiques et financiers récents (2016-2017) enregistrés par l'économie mauritanienne et les évolutions attendues pour l'année 2018. Le Rapport présentera les grandes lignes du Projet de budget de l'Etat 2018.

## I. Conjoncture Economique Internationale

*"La dynamique en faveur de la mobilisation des recettes et les travaux engagés dans ce domaine à l'échelle internationale ouvrent de vastes perspectives pour la région. En créant des systèmes fiscaux de pointe, les pays peuvent dégager les ressources qui permettront de relever les défis futurs, et le faire de façon efficiente et équitable."*

*Christine Lagarde, 2017*

6. l'activité économique mondiale devrait continuer sa reprise initiée en 2016, grâce à l'accélération de la croissance au Japon, en Europe, en Chine et aux Etats- Unis. Cette évolution favorable a réduit les menaces qui pèsent sur la stabilité financière à court terme et a amélioré la confiance dans le marché (Rapport sur la stabilité financière dans le monde, FMI, octobre 2017). Cependant, cette reprise est incomplète : la croissance des salaires dans les pays avancés demeure faible, représentant une source potentielle de chocs, et les pays émergents ou à faible revenu exportateurs de produits de base continuent d'avoir des difficultés.

### **I.1. Croissance économique**

***Environ 75% de l'économie mondiale profitent de la reprise en 2017 et 2018***

7. Selon les Perspectives de l'Economie Mondiale du FMI (Octobre, 2017), la croissance de l'activité mondiale devrait passer de 3.2% en 2016 à 3.6% en 2017 et à 3.7% en 2018. Cette reprise cyclique est tirée par l'accélération générale des économies avancées, notamment l'affermissement des activités économiques aux Etats- Unis, au Canada, au Japon et dans la zone Euro.

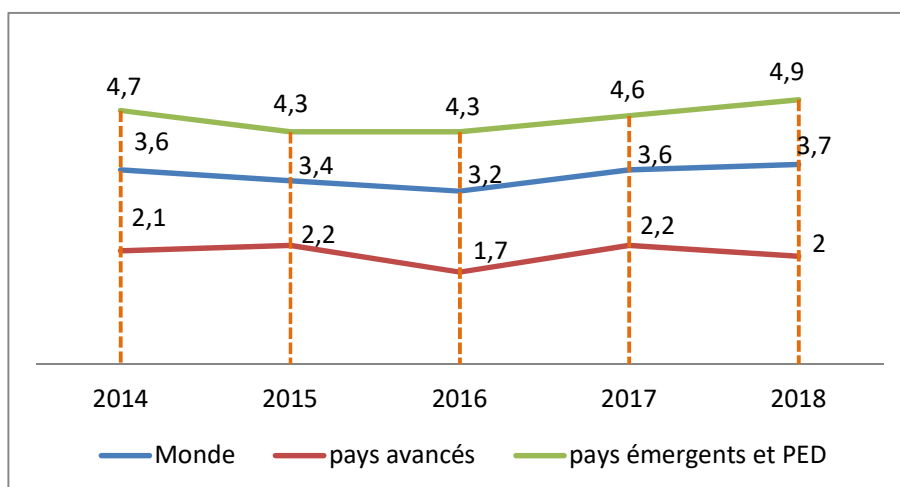


Figure 1: Evolution de l'économie mondiale

Source : World Economic Outlook (IMF, October 2017)

8. La croissance économique des pays avancés devrait atteindre 2.2% en 2017 avant de connaître un léger fléchissement en 2018. Cette croissance est stimulée par la progression de l'investissement des entreprises aux Etats Unis, particulièrement dans le secteur de l'énergie, et l'affermissement de la consommation privée, de l'investissement et de la demande extérieure dans la zone Euro et au Japon.
9. A l'exception des Etats- Unies qui va poursuivre sa reprise en 2018, les principaux pays avancés (Zone Euro, Japon, Royaume Uni et Canada) devrait s'accélérer en 2017 (respectivement, 2.1%, 1.5%, 1.7% et 3%) et ralentir en 2018 (respectivement 1.9%, 0.7%, 1.5% et 2.1%). Le ralentissement de l'activité économique au Royaume- Uni peut être expliqué par la baisse de la demande de la consommation suite à la dépréciation de la Livre sterling. Quant au Canada, l'évolution de la croissance tient à l'ajustement des prix du pétrole et du gaz, d'une part, et l'adoption des politiques budgétaires et monétaires accommodantes.

Tableau 1: Evolution du PIB de principaux pays avancés (en %), 2014-2018

	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Etats-Unis</b>	2,6	2,9	1,5	2,2	2,3
<b>Zone Euro</b>	1,3	2	1,8	2,1	1,9
<b>Japon</b>	0,3	1,1	1	1,5	0,7
<b>Royaume Uni</b>	3,1	2,2	1,8	1,7	1,5
<b>Canada</b>	2,6	0,9	1,5	3	2,1
<b>Pays avancés</b>	<b>2,1</b>	<b>2,2</b>	<b>1,7</b>	<b>2,2</b>	<b>2</b>

Source: World Economic Outlook (IMF, October 2017)

## Rapport économique et financier 2018

10. Pour les pays émergents et pays en développement, l'activité économique devrait enregistrer une reprise continue sur la période 2016-2018, passant de 4.3% en 2016 à 4.6% en 2017 et à 4.9% en 2018.

Cette croissance est soutenue par l'augmentation de la demande intérieure en Chine, la hausse de la demande extérieure dans les pays émergents d'Asie de l'Est et le redressement de la demande intérieure et extérieure en Turquie.

11. La répartition des pays émergents et pays en développement par région montre que seul la région MOANAP va enregistrer un recul consécutif en 2017 et 2018 après avoir réalisée une forte reprise en 2016. Les pays émergents et pays en développement de l'Asie ont connu une croissance vigoureuse depuis l'année 2014, suivis par les pays émergents et pays en développement de l'Europe.

**Tableau 2: Evolution de l'activité économique (en %) de principaux pays émergents et pays en développement réparties par régions, 2014-2018**

Régions/années	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Communauté des Etats indépendants</b>	1,1	-2,2	0,4	2,1	2,1
<b>Pays émergents et PED de l'Asie</b>	6,8	6,8	6,4	6,5	6,5
<b>Pays émergents et PED de l'Europe</b>	3,9	4,7	3,1	4,5	3,5
<b>Amérique latine et le Caraïbes</b>	1,2	0,1	-0,9	1,2	1,9
<b>MOANAP</b>	2,8	2,7	5	2,6	3,5
<b>Afrique subsaharienne</b>	5,1	3,4	1,4	2,6	3,4
<b>PE &amp; PED</b>	<b>4,7</b>	<b>4,3</b>	<b>4,3</b>	<b>4,6</b>	<b>4,9</b>

Source: World Economic Outlook (IMF, October 2017)

12. La plupart des pays émergents et les pays en développement ont connu une évolution favorable en 2017, notamment les pays qui ont un poids économique considérable. La Chine suit une logique qui vise à embarquer l'ensemble de moyens pour doubler son PIB réel entre 2010 et 2020. Elle a maintenu sa croissance à un niveau supérieur à 6%. Quant à l'Inde, la croissance devrait atteindre 7.6 % en 2017 et en 2018, suite au lancement de la taxe nationale sur les biens et services en plus des perturbations liées à l'échange de billets.

## Rapport économique et financier 2018

Tableau 3: Evolution de l'activité économique (en %) des pays émergents et pays en développement, 2014-2017

Pays/années	2014	2015	2016	2017
Chine	7,3	6,9	6,6	6,2
Inde	7,3	7,6	7,6	7,6
Brésil	0,1	-3,8	-3,3	0,5
Arabie Saoudite	3,6	3,5	1,2	2
Nigéria	6,3	2,7	-1,7	0,8
<b>PE &amp; PED</b>	<b>4,6</b>	<b>4,0</b>	<b>4,2</b>	<b>4,6</b>

Source: World Economic Outlook (IMF, October 2017)

### *Les pays du MOANAP<sup>1</sup> :*

13. En 2017, les risques politiques et l'insécurité qui planent sur les pays du MOANAP continuent à affecter défavorablement les perspectives économiques de cette région. La croissance devrait baisser à 2.6% au lieu de 5% réalisé en 2016 suite au fort ralentissement de la croissance de l'économie iranienne (3.5% en 2017 contre 12.5% en 2016). En Arabie saoudite, la croissance réalisée est anémique (0.1%) du fait de la baisse de la production pétrolière. La croissance s'élève, en Egypte, à 4.1% soutenue par les réformes mise en œuvre pour rééquilibrer le budget, corriger le déséquilibre extérieur et renforcer la compétitivité de l'économie nationale.
14. En 2018, l'activité économique devrait réaliser un rebond de 3.5% suite à l'augmentation de la demande intérieure dans les pays importateurs de pétrole, et au relâchement des limites imposées par l'accord de l'OPEP. La reprise est à peu près générale et touche la plupart des économies de la région : +1% en Arabie saoudite, +3.3% en Iraq et +0.3% en Iran.

Tableau 4: Croissance économique (en %) de certains pays du MOANAP, 2014-2018

Pays/années	2014	2015	2016	2017	2018
Arabie saoudite	3,7	4,1	1,7	0,1	1,1
Qatar	4	3,6	2,2	2,5	3,1
Emirats Arabes Unies	3,3	3,8	3	1,3	3,4
Kuwait	0,6	2,1	2,5	-2,1	4,1
Iran	3,2	-1,6	12,5	3,5	3,8
Iraq	0,7	4,8	11	-0,4	2,9
Algérie	3,8	3,7	3,3	1,5	0,8
Maroc	2,7	4,5	1,2	4,8	3

<sup>1</sup> Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

## Rapport économique et financier 2018

<b>Mauritanie</b>	<b>5,6</b>	<b>0,9</b>	<b>1,7</b>	<b>3,8</b>	<b>3</b>
<b>Tunisie</b>	2,3	1,1	1	2,3	3
<b>Egypte</b>	2,9	4,4	4,3	4,1	4,5
<b>Soudan</b>	1,6	4,9	3	3,7	3,6
<b>Pakistan</b>	4,1	4,1	4,5	5,3	5,6
<b>MOANAP</b>	<b>2,8</b>	<b>2,7</b>	<b>5</b>	<b>2,6</b>	<b>3,5</b>

Source: World Economic Outlook (IMF, October 2017)

15. En 2017, la croissance en Afrique subsaharienne devrait atteindre 2,6% après le ralentissement enregistré dans deux tiers des pays de la région en 2016. Malgré cette dynamique, la reprise reste faible et hétérogène et tributaire des conditions politiques (incertitudes politiques en Afrique du Sud, élections en Angola), économiques (structures économiques dominées par le secteur informel qui représente 25-65% du PIB et 30-90% de l'emploi non agricole, redressement de la production pétrolière au Nigéria, insécurité alimentaire dans la plupart des pays) et environnementale (sécheresse, désertification).

16. Dans cette région, des pays comme Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali et Guinée Bissau vont enregistrer un taux de croissance supérieur ou égal à 5% en 2017 et 2018. Cependant, d'autres comme Tchad et Angola vont rester à un niveau largement inférieur aux taux réalisés en 2014 et 2015.

**Tableau 5 :** Croissance économique (en %) de certains pays de l'Afrique subsaharienne, 2014-2018

**Tableau 5: Croissance économique (en %) de certains pays de l'Afrique subsaharienne, 2014-2018**

Pays/années	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Sénégal</b>	4,1	6,5	6,7	6,8	7
<b>Mali</b>	7	6	5,8	5,3	5
<b>Gambie</b>	0,9	4,3	2,2	3	3,5
<b>Tchad</b>	6,9	1,8	-6,4	0,6	2,4
<b>Niger</b>	7,5	4	5	4,2	4,7
<b>Côte d'Ivoire</b>	8,8	8,9	7,7	7,6	7,3
<b>Angola</b>	4,8	3	-0,7	1,5	1,6
<b>Guinée Bissau</b>	1	5,1	5,1	5	5
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>5,1</b>	<b>3,4</b>	<b>1,4</b>	<b>2,6</b>	<b>3,4</b>

Source: World Economic Outlook (IMF, October 2017)

## 1.2. Inflation

### *Inflation globale accélérée et inflation sous-jacente faible et stable ...*

17. Les perspectives de l'économie mondiale, octobre 2017 montrent que l'inflation globale devrait augmenter dans les deux groupes de pays : pays avancés et pays émergents et pays en développement.
18. Dans les pays avancés, l'inflation devrait passer de 0.8% en 2016 à 1.7% en 2017 suite à la hausse des prix des produits de base et la persistance de la reprise de la demande. Aux Etats-Unis, l'inflation globale devrait passer de 1.3% en 2016 à 2.1% en 2017 alors que l'inflation sous-jacente reste modérée. Dans la zone Euro, suite à l'augmentation des prix de l'énergie et la reprise de la demande, l'inflation va passer de 0.2% en 2016 à 1.5% en 2017. Au Royaume Uni, l'inflation a atteint 2.6% en 2017 contre 0.7% en 2016.
19. Pour les pays émergents et pays en développement, l'inflation est restée stable 4.2% en 2017 et 4.4% en 2018. En Chine, l'inflation est restée basse autour de 1.8% en 2017. En Turquie, elle est montée brusquement après la dépréciation de la Lire. En Angola et au Nigéria, l'inflation devrait rester supérieure à 10% à cause de l'augmentation des prix de l'électricité et des carburants en plus de la persistance des chocs inflationnistes.

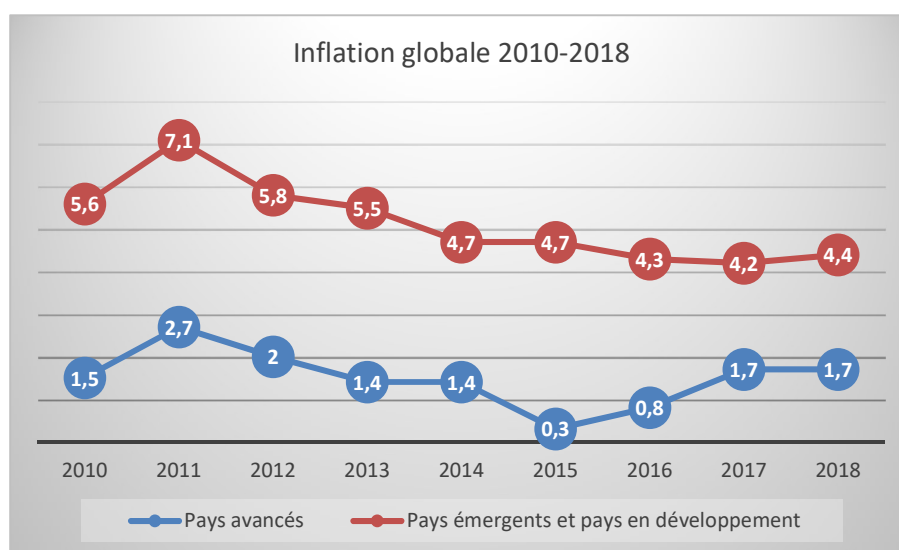


Figure 2: Inflation globale 2010-2018



## I.3. Echanges commerciaux et prix internationaux

20. Selon les prévisions de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) 2017, le commerce mondial augmentera de 2,5% [1,8%, 3,6%] en 2017 et de [2,1%, 4%] en 2018. Ces reprises modérées viennent après une faible croissance du commerce de 1,3% en 2016 suite au ralentissement général de l'activité économique et au changement structurel de la relation entre le commerce et la production.

21. Pour les pays avancés, l'évolution du commerce des biens montre un recul des exportations (de 3,1% en 2015 à 1,9% en 2016) et une baisse plus prononcée en termes d'importations. Cette tendance est valable également pour les pays émergents et pays en développement. La Chine, les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon et la France continuent à dominer l'échange international.

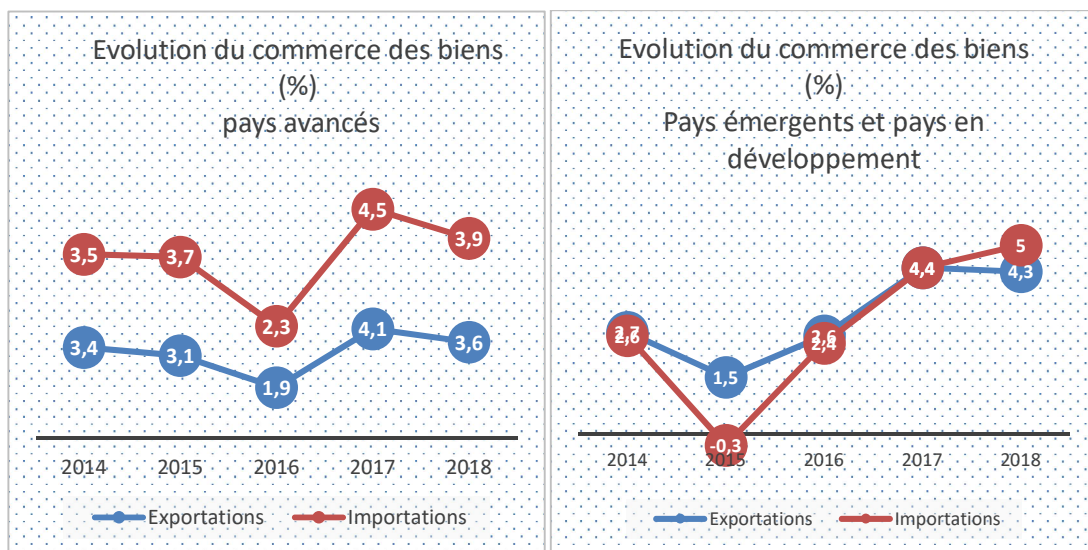
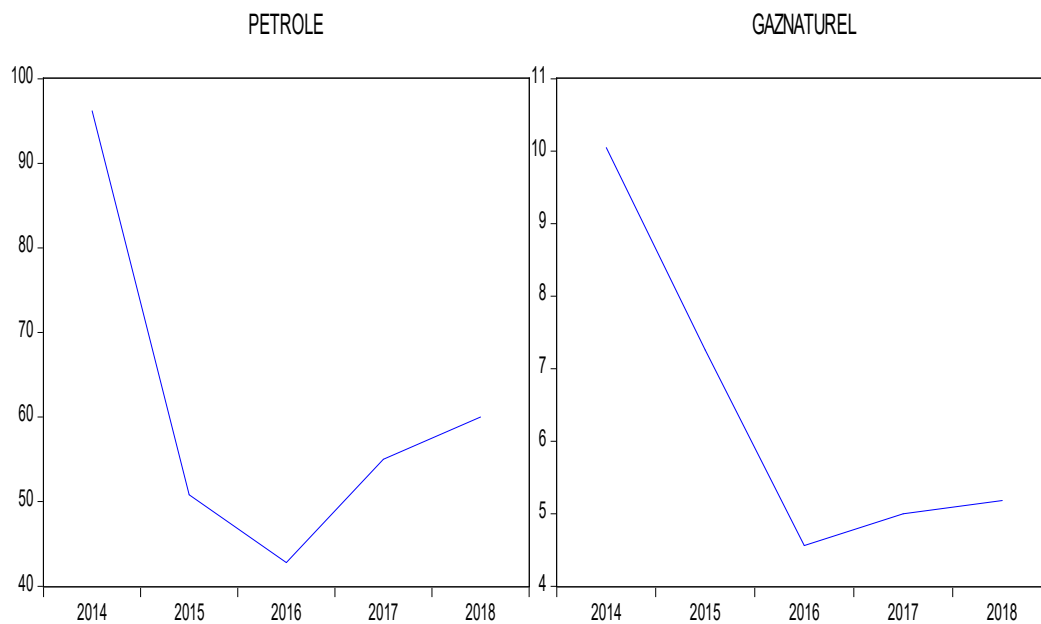


Figure 3: Evolution du commerce des biens au niveau mondial

22. Selon Commodity Market Outlook, octobre 2017, les prix des produits énergétiques progressent de 4% en 2018 après avoir réalisé un bondissement en 2017. Le prix du baril de pétrole devrait passer de 53 dollars en 2017 à 56 dollars en 2018 suite à l'augmentation de la demande. Quant au cours du gaz naturel, il devrait augmenter de 3% en 2018.



**Figure 4: Evolution des prix de l'énergie**

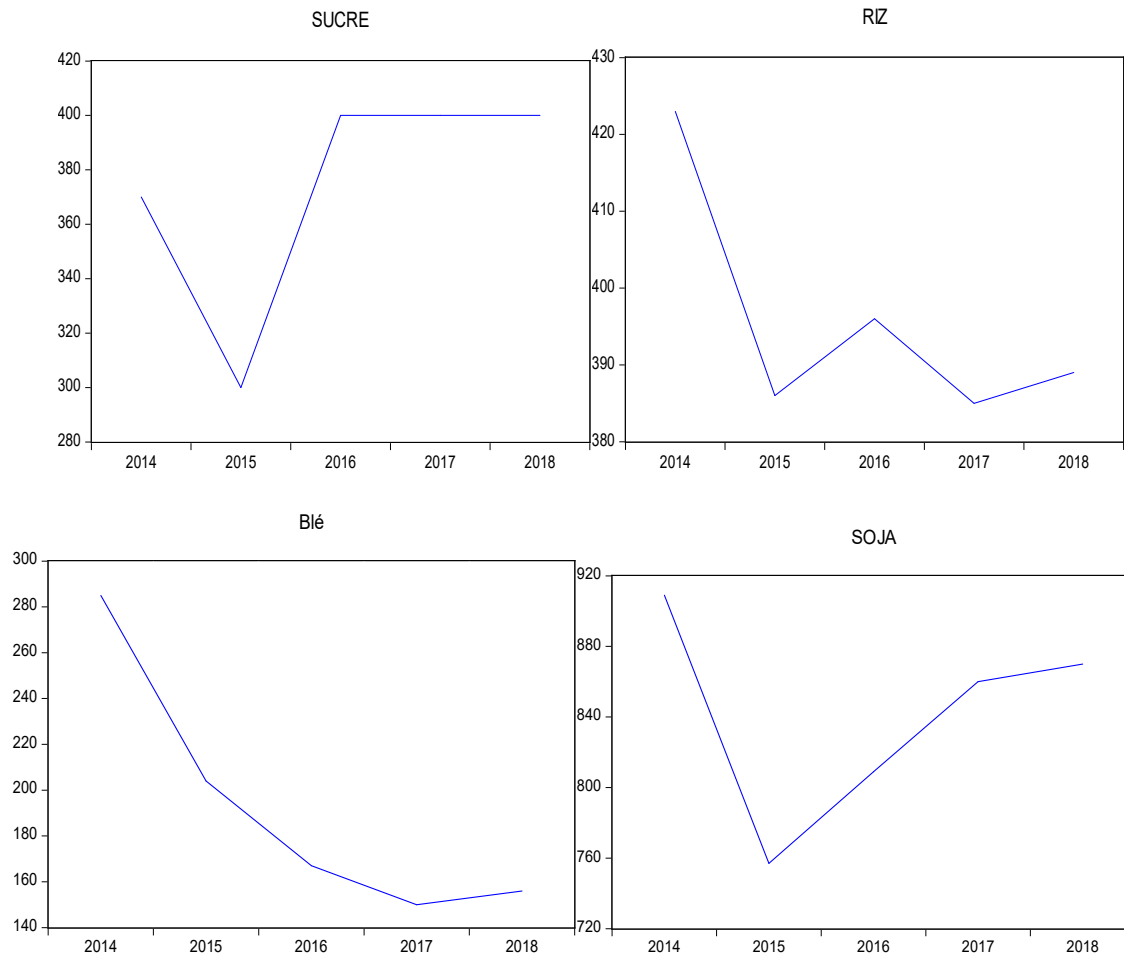
23. L'évolution des prix des produits agricoles montrent une stabilité de marchés de la plupart de ces biens (sucre, riz, blé). Seul le prix de l'huile de soja devrait connaître une augmentation de 6% en 2017 et 1% en 2018. Les risques principaux qui pèsent sur ces marchés concernent essentiellement le côté de l'offre : les prix de l'énergie et des engrais, le climat, les politiques commerciales locales qui visent à subventionner les prix du producteur.

**Tableau 6: Evolution des prix des produits alimentaires de base**

	sucre US\$/tonne	riz US\$/tonne	blé US\$/tonne	huile de soja US\$/tonne
<b>2014</b>	370	423	285	909
<b>2015</b>	300	386	204	757
<b>2016</b>	400	396	167	809
<b>2017</b>	400	385	150	860
<b>2018</b>	400	389	156	870

Source: Commodity Markets Outlook (World Bank, April 2017)

# Rapport économique et financier 2018



**Figure 5: Evolution des prix des produits alimentaires de base**

24. Les prévisions des prix de minerais métalliques montrent que le prix de minerai de fer devrait augmenter de 20 % en 2017 avant de chuter de nouveau de 19% en 2018. Le cuivre devrait atteindre 6050 US\$ par tonne en 2017 soit une **augmentation** de 24 % par rapport à l'année 2016. Quant aux prix de l'Or, ils restent stables sur la période avec un léger fléchissement en 2018.

**Tableau 7: Evolution des prix des minerais métalliques, 2014-2018**

	minerai de fer US\$/T	cuivre US\$/T	Or US/once
<b>2014</b>	96.9	6863	1266
<b>2015</b>	55.8	5510	1161
<b>2016</b>	58.4	4868	1249
<b>2017</b>	70	6050	1250
<b>2018</b>	57	6118	1238

Source: Commodity Markets Outlook (World Bank, october 2017)

# Rapport économique et financier 2018

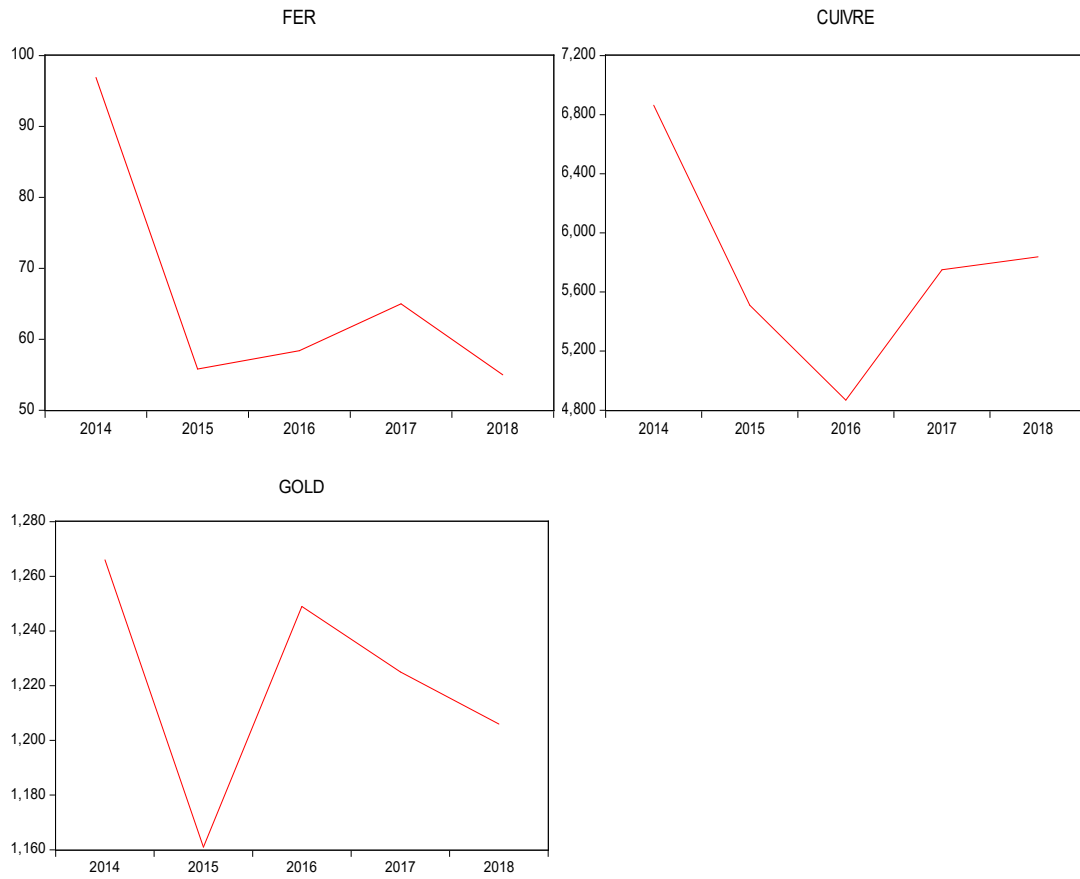


Figure 6: Evolution des prix des minerais métalliques, 2014-2018

## I.4. Investissements directs étrangers

25. Après l'augmentation forte et exceptionnelle des flux d'IDE (due à la reconfiguration des entreprises) en 2015, l'année 2016 a connu un recul de 2%, enregistrant un volume de 1746 milliards de dollars. Les flux à destination des pays en développement ont baissé de 14 % pour s'établir à 646 milliards en 2016 au lieu de 752 milliards en 2015, alors que les flux destinés aux pays développés ont continué leur allure ascendante (+5%),

26. La baisse des flux destinés aux pays en développement est supportée essentiellement par :

- ✓ l'Asie avec une baisse de 15% (443 milliards de dollars en 2016 contre 524 milliards en 2015) ;
- ✓ l'Amérique Latine et Caraïbes avec une baisse de 14% (142 milliards en 2016 contre 165 milliards en 2015) ; et
- ✓ l'Afrique avec une baisse de 3% (59 milliards contre 61 milliards de dollars)

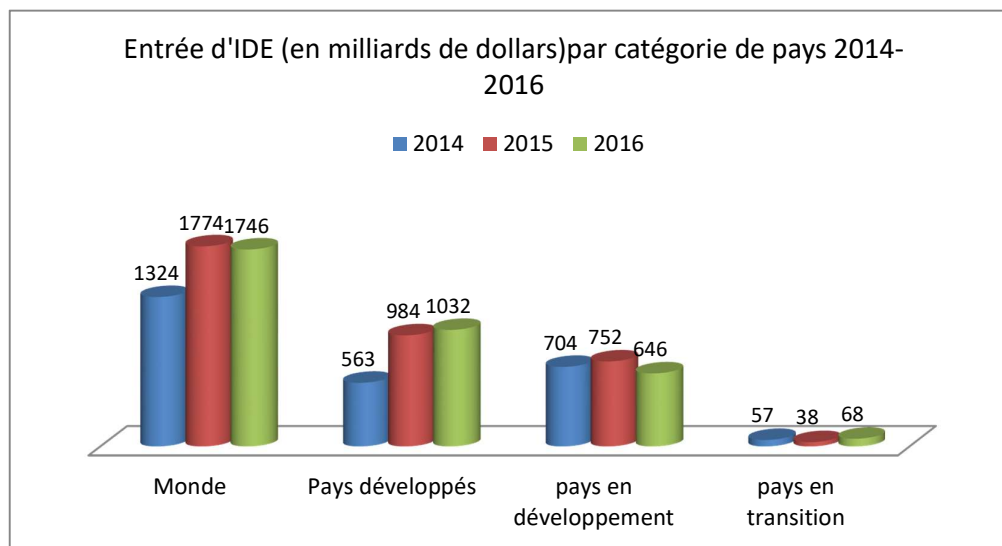


Figure 7: Flux d'IDE 2014-2016

27. Selon les perspectives de la CNUCED (2017), les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) devraient enregistrer une reprise fragile et faible sous l'effet conjugué de la croissance économique prévue dans les grandes régions, le regain des échanges commerciaux et le redressement des bénéfices des entreprises, Ils

devraient passer de 1750 milliards de dollars réalisés en 2016 à 1800 milliards en 2017 et à 1850 milliards en 2018,

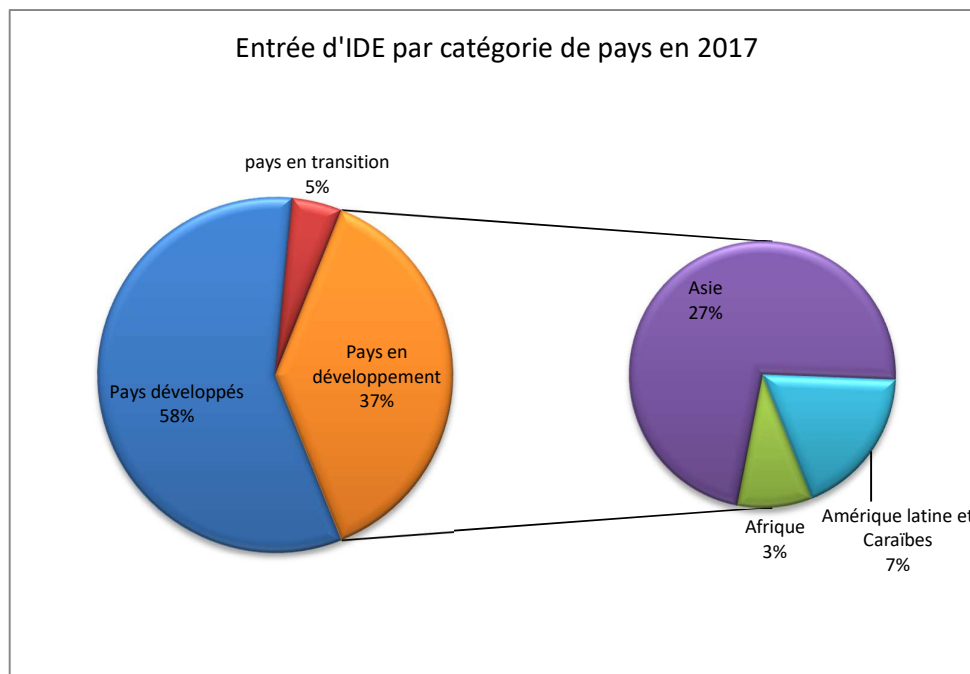


Figure 8: Entrée d'IDE par catégorie des pays en 2017

28. Les pays développés demeurent la destination privilégiée des investisseurs (58% du total), suivis par les pays en développement de l'Asie (27%) et l'Amérique latine et Caraïbes (7%), Quant à l'Afrique, elle reste marginale et ne représente pas une destination de choix des IDE,
29. Les données sur la répartition sectorielle des flux d'IDE au niveau mondial en 2015 montrent que le secteur tertiaire représente 65% du stock mondial d'IDE, suivi de loin par le secteur secondaire avec 26% et le secteur primaire avec 6%,
30. Cette tendance de tertiarisation se confirme de plus en plus avec le développement de l'économie numérique qui affecte à l'heure actuelle et affectera à l'avenir largement les tendances mondiales de l'investissement, Cette nouvelle branche économique facilite, à travers la transformation numérique de la production internationale, l'investissement des multinationales et affecte le comportement des investisseurs.

## II. Situation économique et financière nationale

*Le programme économique des autorités mauritaniennes privilégie une croissance inclusive et durable, en mettant l'accent sur la diversification de l'économie, la création d'emplois et l'amélioration du niveau de vie des populations, notamment dans le cadre de la Stratégie de Croissance et de Prospérité Partagée (SCAPP). IMF 2017*

31. Cette section du rapport présente l'évolution de grandeurs macroéconomiques essentielles entre 2016 et 2018. Elle porte sur la croissance économique, la formation du produit intérieur brut, la situation extérieure, l'équilibre macro-budgétaire, la situation monétaire et les prix.

### II.1. Croissance économique 2016-2018

32. En 2017, l'activité économique devrait enregistrer une nette reprise, après deux années successives (2015 et 2016) essentiellement marquées par une conjoncture internationale défavorable, ayant globalement compromis les prévisions initialement retenues.

33. En termes réel, le PIB devrait passer de 861.3 milliards MRO en 2016 à 888,36 milliards en 2017 et à 911.9 milliards en 2018, soit un taux de croissance de 3.1% en 2017 et 2.7% en 2018. Hors industries extractives, ces taux s'élèvent respectivement à 4.2% et 3.7%. la croissance est tirée par BTP, Agriculture, autres services et Or et cuivre.

34. En termes courant, le PIB devrait passer de 1672.6 milliards MRO en 2016 à 1829.6 milliards en 2017 et à 1950.9 milliards en 2018, soit un taux de croissance de 9.4% en 2017 et 6.6% en 2018. Hors industries extractives, l'économie évolue avec un rythme de 7.9% en 2017 et 7.6% en 2018.

### Secteur primaire

35. En 2017, le PIB réel du secteur primaire devrait atteindre 248.7 milliards MRO, soit 28% du PIB global, enregistrant un taux de croissance de 2.6% par rapport à l'année 2016 et contribuant de 0.7 point à la croissance économique. Cette contribution tendra vers zéro l'année prochaine.

36. La valeur ajoutée du secteur vient en premier lieu du sous- secteur de l'élevage qui contribue de 77% à la formation de cette valeur, suivi par l'agriculture (15%) et la pêche (8%).

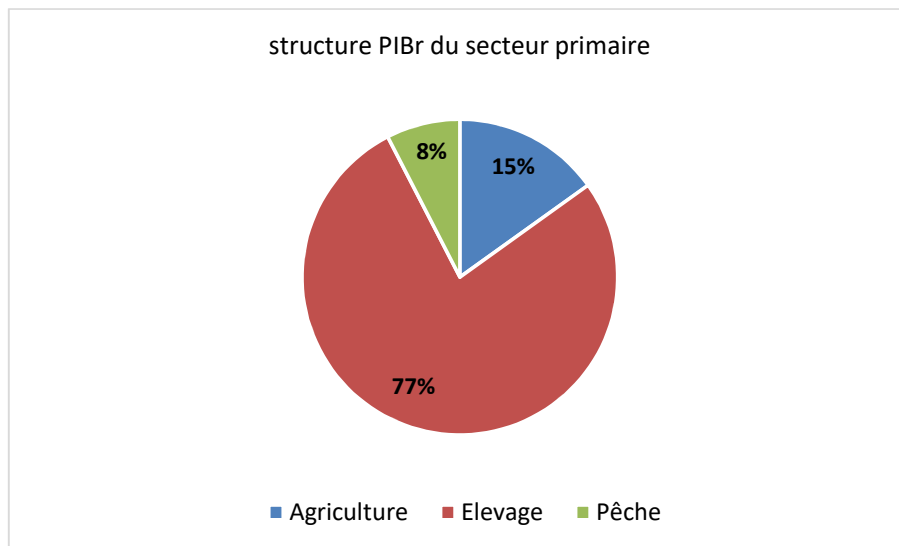


Figure 9: Structure du PIBr du secteur primaire

37. L'agriculture réaliserait une croissance réelle de 6% contre un recul de 14.2% enregistré en 2016, du fait des performances enregistrées sur la campagne de contresaison 2017 et d'une dynamique favorable attendue de l'irrigue au titre de la campagne hivernale en cours ;

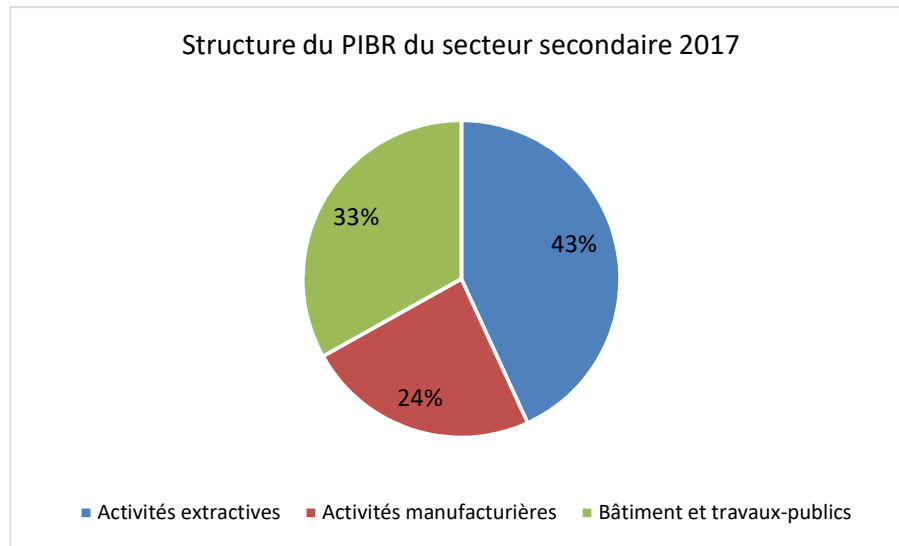
38. La croissance réelle du secteur de la pêche se situerait à +2,6% contre une prévision initiale de +2,4%, au regard des tendances favorablement observées sur les céphalopodes qui constituent la plus grande valeur marchande du secteur ;

### Secteur secondaire

39. En 2017, le PIB réel du secteur secondaire devrait atteindre 225.6 milliards MRO, soit 25.4% du PIB global, enregistrant un taux de croissance de 3.4% par rapport à l'année 2016 qui a connu une contraction de 1.5%. Ce secteur contribue de 0.9 point à la croissance économique. Cette contribution tendra vers 0.5 points de croissance l'année prochaine.

40. La valeur ajoutée du secteur vient en premier lieu du sous- secteur de l'activité extractive qui contribue de 43% à la formation de cette valeur, suivi par BTP (33%) et les activités manufacturières (24%).



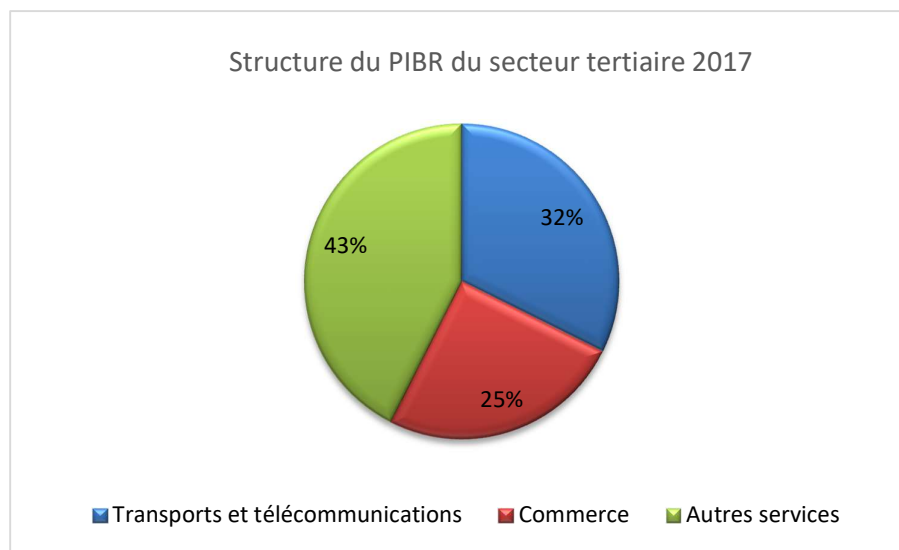


**Figure 10: Structure du PIBR du secteur secondaire 2017**

41. Le secteur d'or de TASIAST marquerait une croissance réelle de 48,1% contre une prévision initiale de 36,7%, en raison des efforts soutenus d'investissement de la Société ;
42. Initialement prévue à 2,4%, le secteur manufacturier afficherait une croissance de 6,7% grâce aux performances essentiellement observées sur les industries de transformations de la pêche et des évolutions favorables des sous- secteurs de l'eau et d'énergie ;
43. La croissance réelle du secteur du BTP a enregistré un rebond pour se situer à 13% (contre une prévision initiale de 3%). L'affermissement de la demande sur les matériaux de construction a été confirmé par la réalisation de projets d'infrastructures structurants aussi bien publics que privés.

### Secteur tertiaire

44. En 2017, le PIB réel du secteur tertiaire devrait atteindre 335.3 milliards MRO, soit 37.7% du PIB global, enregistrant un taux de croissance de 2.8%. Ce secteur contribue de 1.1 point à la croissance économique. Cette contribution devrait atteindre 1.6 points de croissance l'année prochaine.
45. La valeur ajoutée du secteur vient en premier lieu des "Autres services" qui contribuent de 43% à la formation de cette valeur, suivi par Transports et Télécommunications (32%) et le commerce (25%).



**Figure 11: Structure du PIBr du secteur tertiaire 2017**

46. Contre une prévision initiale de 2,5%, le secteur des services enregistrerait une croissance de 2,8%, essentiellement du fait des performances des Administrations Publiques, du Transport, du commerce et des services privés et ce, malgré un léger fléchissement observé sur le sous-secteur des télécommunications.

### **II.2. Balance de paiement**

#### ***La reprise du secteur extérieur amorcée en 2016 se poursuivra en 2017 et 2018...***

47. La position du secteur extérieur de la Mauritanie dépend essentiellement de trois facteurs : i) l'évolution des prix de minerais et pêche ; ii) le niveau des investissements directs étrangers dans l'industrie extractive apportés par les compagnies étrangères (MCM, Taziaz,.); iii) le volume des projets d'investissements publics dans les infrastructures économiques et sociales (aéroport, routes,...).
48. Ces déterminants ont connu tous une tendance à la baisse durant la période 2013-2015 suite à la baisse des prix des matières premières dans les marchés internationaux et la détérioration des termes de l'échange, l'arrêt de plusieurs projets des compagnies étrangères exerçant dans l'industrie extractive, et l'accomplissement des grands projets nationaux.

49. Pour tempérer les effets nocifs de cette évolution défavorable, le Gouvernement a entrepris les mesures requises dans les domaines budgétaires et monétaires : consolidation budgétaire, dépréciation graduelle du taux de change contre le dollar, mobilisation de ressources extérieures (prêts, dons et quasi dons).
50. L'économie nationale, et le secteur extérieur en particulier, a amorcé, à partir de 2016, une reprise modérée permettant aux exportations et aux importations de rétablir au fur et à mesure leur tendance avant la crise des prix.
51. En 2016, le déficit de la balance courante a diminué de 26% par rapport à l'année 2015, soit 5% du PIB. Cette tendance devrait être maintenue en 2017. Le déficit devrait se rétrécir à 558 millions de dollars, soit 10.9% du PIB. Avec l'exclusion des importations des biens d'équipement financés par les investissements directs étranger, le déficit baisse à 8% du PIB.

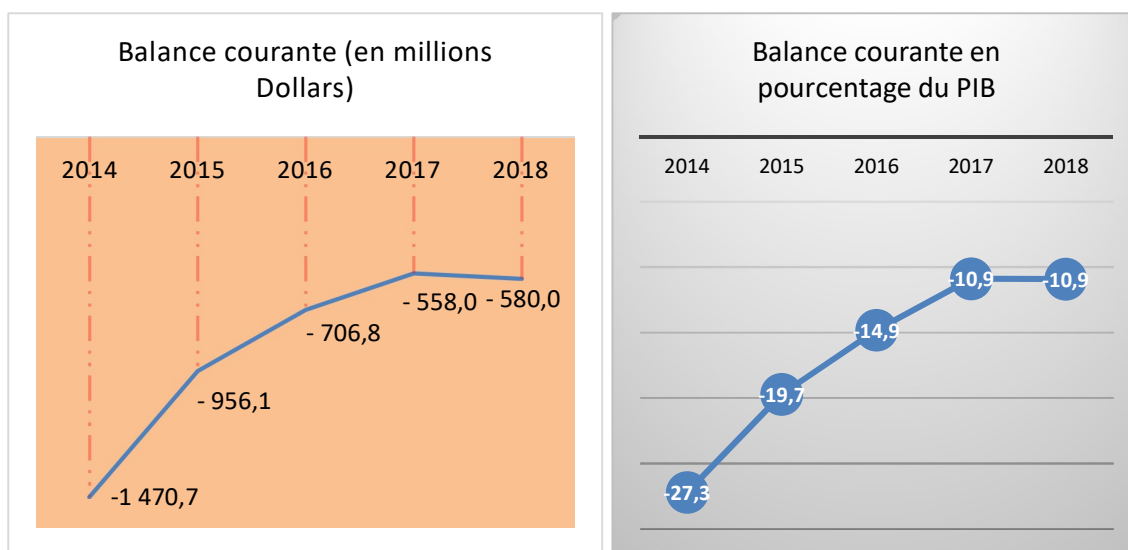
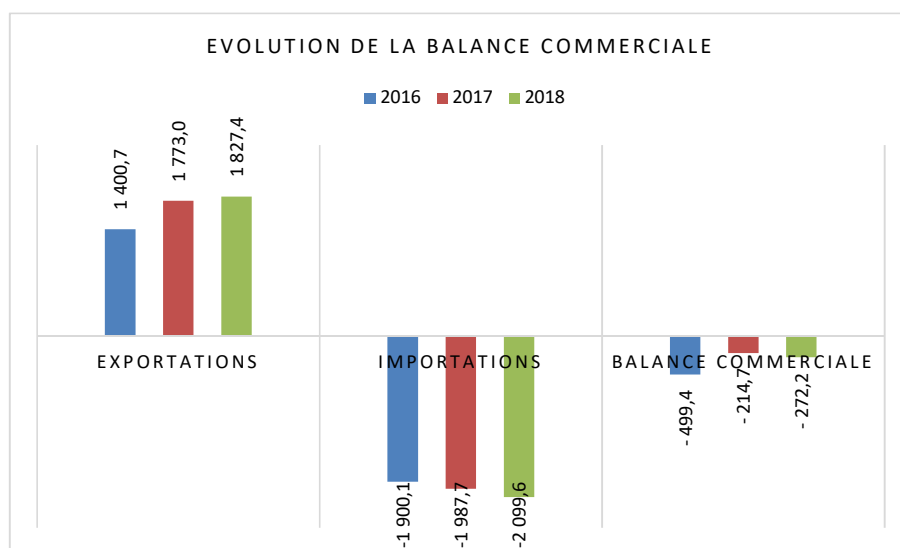


Figure 12: Balance courante 2014-2018

52. Cette évolution favorable de la balance courante est liée, en grande partie, à l'amélioration de la balance commerciale qui a enregistré une amélioration considérable en 2017. Elle est passée d'un déficit de 499.4 millions de dollars en 2016 à 214.7 millions de dollars en 2017, soit une diminution en valeur absolue de 57%. En termes du PIB, le déficit de cette balace devrait passer de 10.5% en 2016 à 4.2% en 2017.

53. L'amélioration forte de la balance commerciale enregistrée en 2017 peut être expliquée par la performance des exportations qui sont passées de 1400.7 millions de dollars en 2016 à 1773 millions de dollars en 2017, soit un taux de croissance de 27% tandis que les importations ont enregistré une progression lente de 5%.



**Figure 13: Evolution de la balance commerciale 2016-2018**

54. Les valeurs des exportations devraient passer de 1400.7 millions de dollars en 2016 à 1773 millions en 2017 et à 1827.4 millions en 2018, soit un taux de croissance de 26.6% et 3.1% respectivement.

L'augmentation significative des exportations réalisée en 2017 est tirée par les exportations du minerai de fer qui ont enregistré une croissance de 31%, les poissons (+38%), l'or (+22%) et le cuivre (+12%). Cependant, le rythme de la croissance en 2018 devrait être lent suite à la régression des valeurs des exportations du minerai de fer (-14%) et les poissons (-10%) et la sortie du "Pétrole brut" de la liste des exportations suite à la fermeture du champ pétrolier Chingetti.

**Tableau 8: Evolution de la structure des exportations 2015-2018**

En millions de dollars US	2015	2016	2017	2018
<b>Exportations</b>	1388.6	1400.7	1773	1827.4
<b>Variations %</b>		0.9	26.6	3.1
<b>Minerai de fer</b>	340	418.3	550	475.4
<b>Pétrole brut</b>	73.1	87	68.9	0
<b>Cuivre</b>	195.1	138.2	155.2	207.2

# Rapport économique et financier 2018

<b>Or</b>	333.6	288.5	352.2	543.5
<b>Poisson</b>	388.9	421.3	579.7	524.4
<b>% des exportations</b>				
<b>Minerai de fer</b>	24%	30%	31%	26%
<b>Pétrole brut</b>	5%	6%	4%	0%
<b>Cuivre</b>	14%	10%	9%	11%
<b>Or</b>	24%	21%	20%	30%
<b>Poisson</b>	28%	30%	33%	29%
<b>Total</b>				

Source : Cadrage Autorités mauritaniennes et Staff FMI (Octobre 2017)

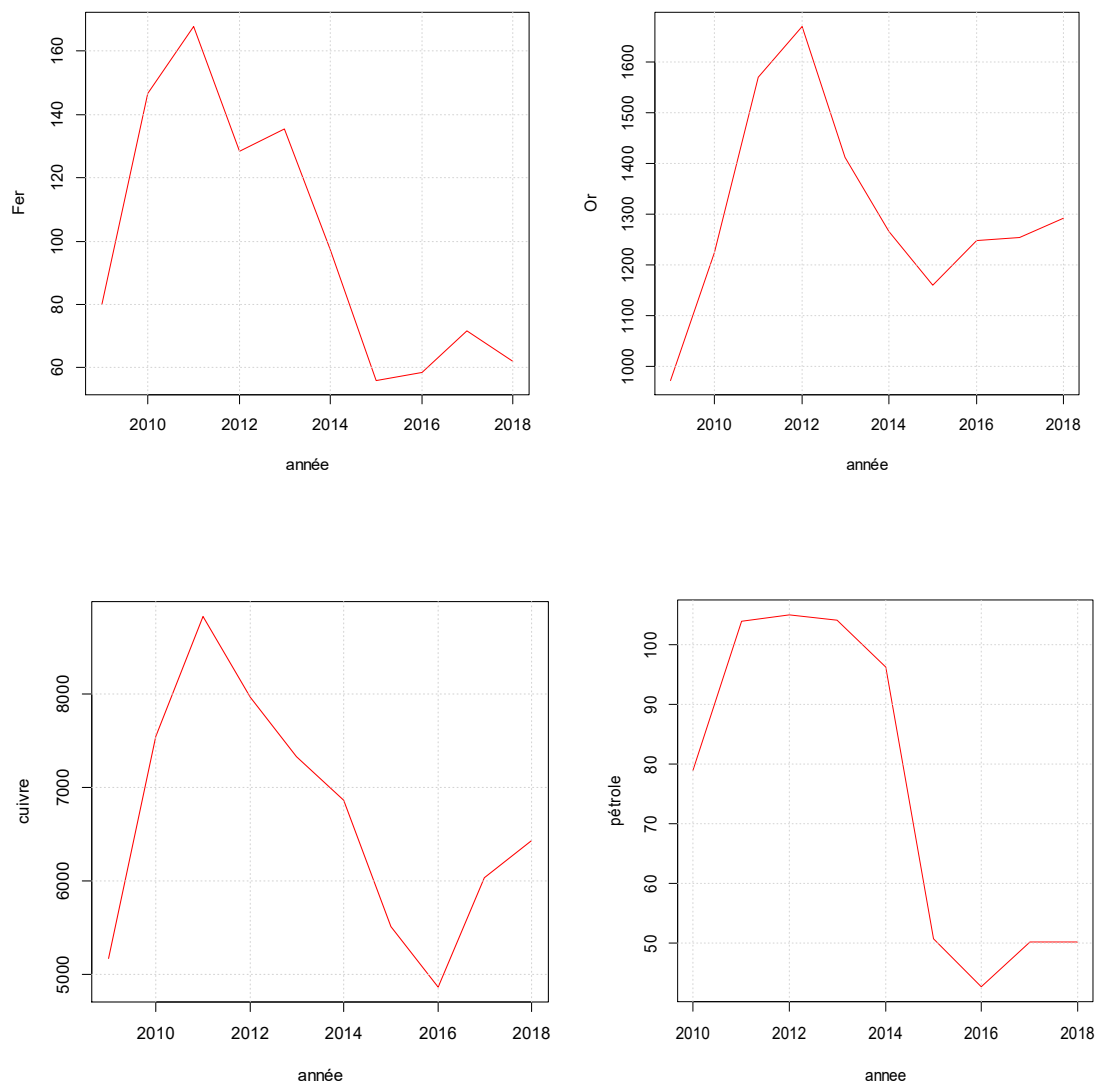


Figure 14: Evolution des prix de minerais sur le marché international

## Rapport économique et financier 2018

55. Les importations devraient passer de 1900.1 millions de dollars en 2016 à 1987.6 millions en 2017 et à 2099.6 millions de dollars en 2018, soit un taux de croissance de 5% et 6% respectivement.

Les importations sont dominées par trois catégories de produits : i) les biens d'équipement qui représentent 28% du total en 2016 ; ii) les produits pétroliers (20%) et iii) les produits alimentaires (18%).

56. L'augmentation des valeurs des importations enregistrée en 2017 est supportée par les biens d'équipement (+8%), les produits pétroliers (+12%) et les produits alimentaires (+7%). Cette évolution devrait être poursuivie en 2018, toutes choses étant égales par ailleurs.

**Tableau 9: Evolution de la structure des importations 2015-2018**

En millions de dollars US	2015	2016	2017	2018
<b>Importations</b>	1948	1900.1	1987.6	2099.6
<b>variation en %</b>		-2%	5%	6%
<b>Produits alimentaires</b>	395.3	334.4	359.2	373.2
<b>Produits pétroliers</b>	337.9	355.3	399.71	410.8
<b>Biens d'équipements</b>	639.9	538.1	582.68	594.27
<b>en % des importations</b>				
<b>Produits alimentaires</b>	20%	18%	18%	18%
<b>Produits pétroliers</b>	17%	19%	20%	20%
<b>biens d'équipements</b>	33%	28%	29%	28%
Total				

57. En 2016, le solde du compte des opérations financières a connu une détérioration significative de 60%, passant de 1222 millions de dollars en 2015 à 483 millions en 2016. Cette baisse est essentiellement imputable à la diminution des investissements directs étrangers nets dans le secteur pétrolier en plus du report de certains investissements dans le secteur aurifère et du cuivre engendré par la détérioration des cours mondiaux.

58. Les investissements directs étrangers devraient connaître un nouvel essor en 2017 et 2018 avec une augmentation de 20% et 14% respectivement, suite au relâchement des contraintes relatives aux cours mondiaux.

## Rapport économique et financier 2018

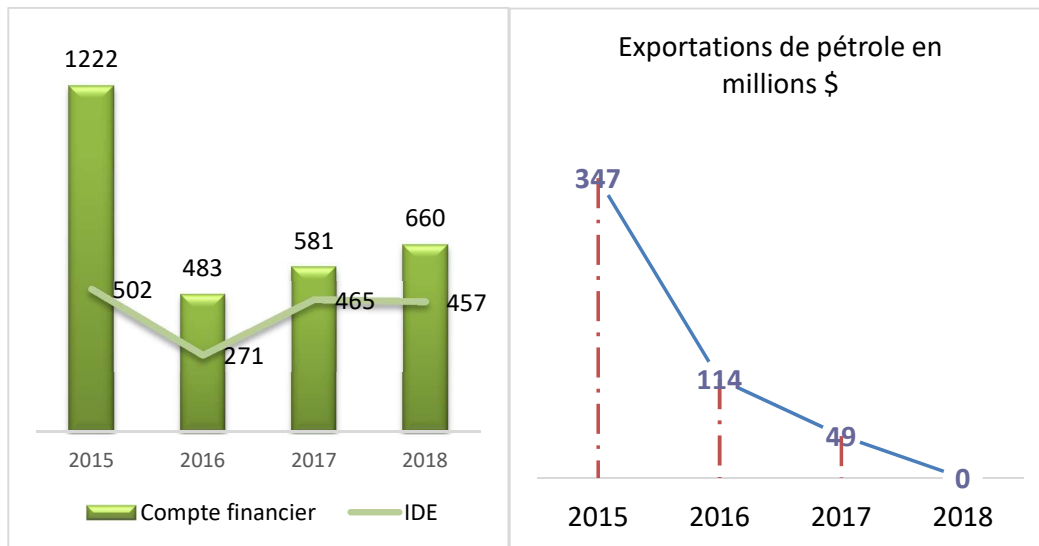


Figure 15: Compte des opérations financières

59. En ce qui concerne la balance globale, elle a connu, en 2016, une amélioration considérable bien qu'elle demeure déficitaire. Elle est passée d'un déficit de 140.6 millions de dollars en 2015 à 79.8 millions en 2016, soit une amélioration de 43%. Elle devient excédentaire en 2017 (+23 millions de dollars) et 2018 (+80 millions de dollars).

60. Les réserves officielles de change devraient enregistrer un recul de 3% en 2017 pour s'établir à 802.5 millions de dollars. Exprimées en mois d'importations de biens et services hors industries extractives, les réserves de change vont baisser à 4.9 mois avant d'atteindre 5.1 mois d'importations en 2018.

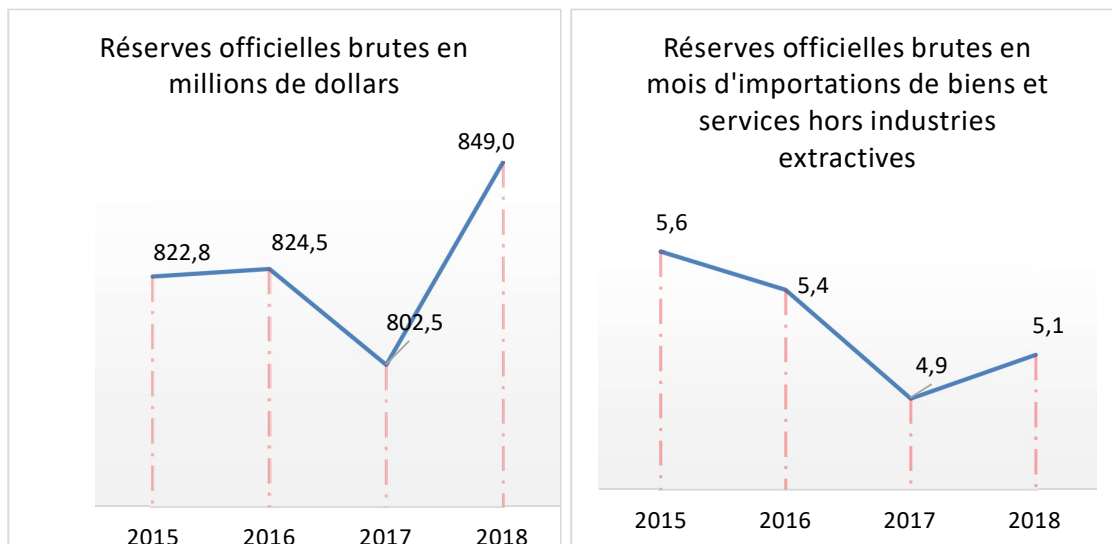


Figure 16: Réserves officielles brutes

### II.3. Dette publique

61. La dette extérieure de la Mauritanie devrait prendre une allure descendante à partir de 2017, après deux augmentations successives en 2015 et 2016. Le stock total va passer de 4890.1 millions de dollars en 2016 à 4669.6 millions en 2017 et à 4345.1 millions en 2018, soit une baisse de 4.5% et 6.9% respectivement. En termes de l'encours sans arriérés (dette active), cette régression s'élève à 6% et 9% respectivement.

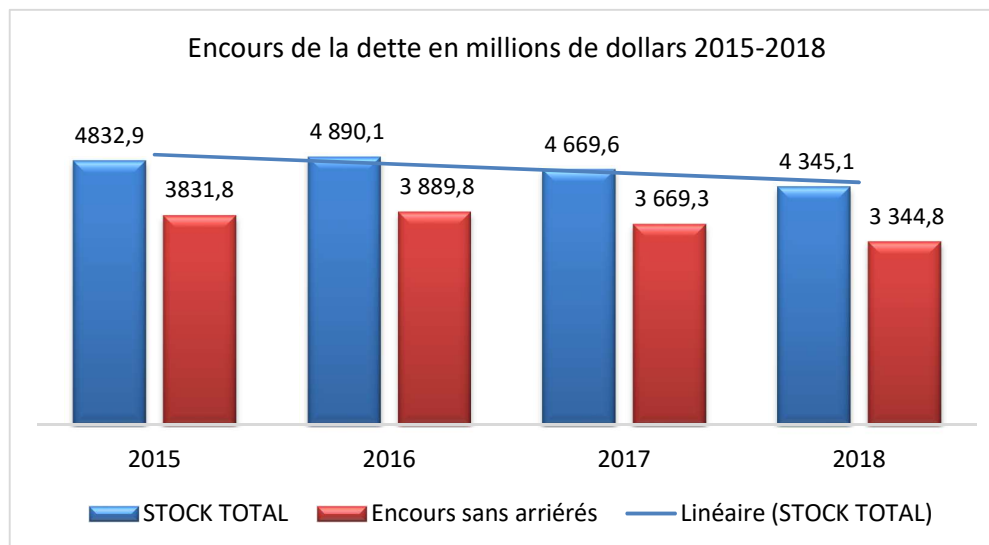


Figure 17: Encours de la dette 2015-2018

62. En pourcentage, le ratio de la dette (sans arriérés) a évolué à un rythme accéléré ces dernières années passant de 63% en 2014 à 79.1% en 2015 (+16 points) pour atteindre son niveau record en 2016, soit 81.9% (103% pour le stock total). Cette évolution est liée à la détérioration des termes de l'échange, aux besoins pressants du développement des infrastructures économiques et sociales, mais aussi à la nécessité du renforcement de la position de réserves de la Banque Centrale.

63. En 2017, le ratio de la dette va enregistrer une baisse de 10 points par rapport à l'année précédente, soit un taux de 71.9% du PIB. Cette tendance sera poursuivie en 2018 avec un recul de 8 points.



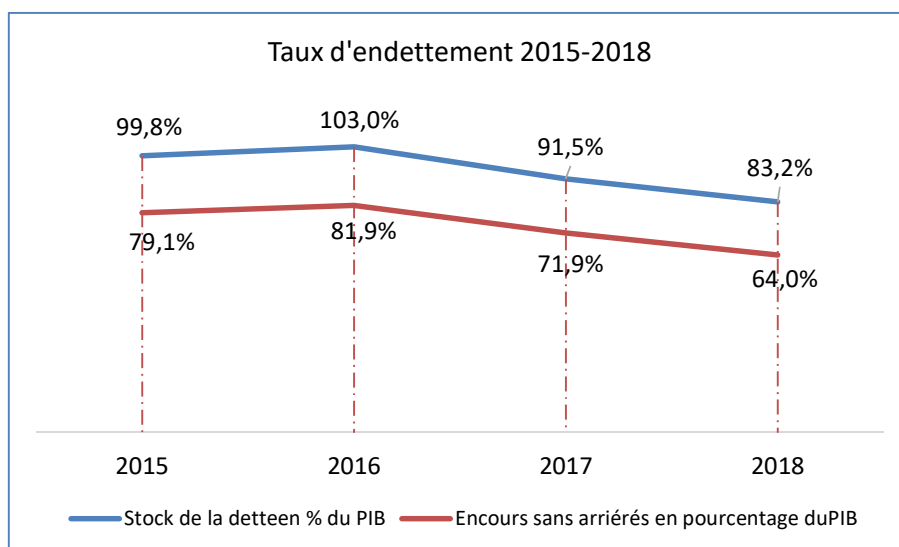


Figure 18: Taux d'endettement 2015-2018

64. Sur la période 2016-2018, la répartition de la dette active selon les créanciers montre que la dette multilatérale représente 62% en moyenne et par année contre 38% pour la dette bilatérale.

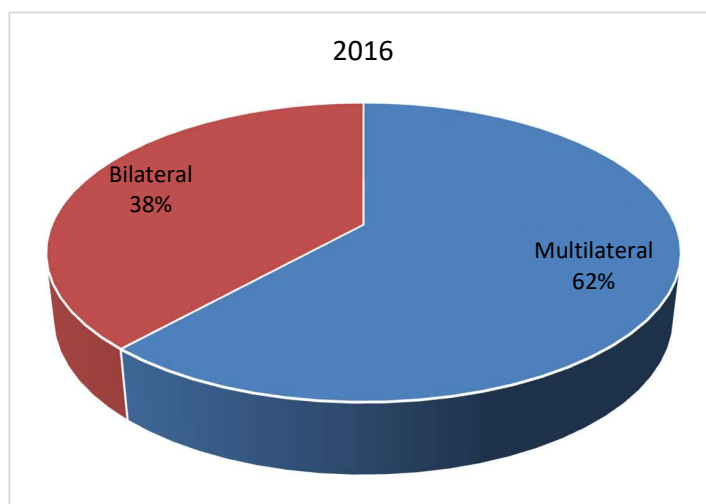


Figure 19: structure de la dette en 2016

65. En 2017, l'encours des arriérés (en principal et en intérêts) s'élève à 1000.3 millions de dollars, soit 21% du stock total de la dette. 91% de cet encours est constitués des arriérés en intérêts.

66. L'évolution des services de la dette (principal et intérêt) montre le poids grandissant du principal (les échéances qui tombent au même moment après la période de grâce) tandis que les intérêts restent relativement stable due à la nature concessionnelle de la plupart des prêts contractés. Les données montrent également que les services de la dette extérieure, comme l'indique la graphique ci-contre, ont dépassé la barre de 100 millions de dollars pour la première fois en 2013 et ont atteint le maximum en 2016 avant de se replier en 2017.

Ces services sont payés essentiellement au profit de : FADES, Exim Chine, FKDEA, FSD, IDA.

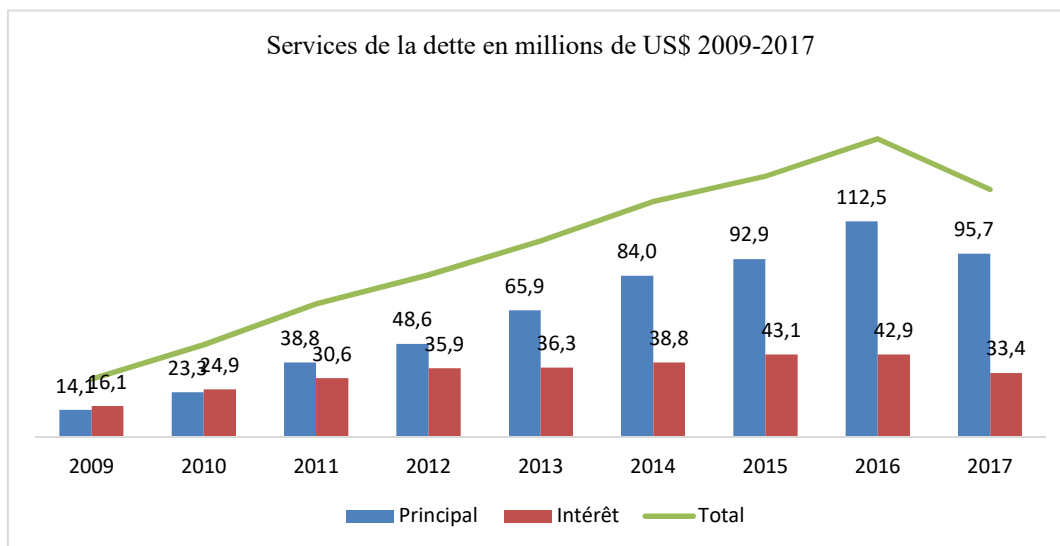


Figure 20: Services de la dette 2009-2017

Source : DDE/MEF 2017

67. Les ratios de solvabilité de la dette montrent que les services de la dette représentent en moyenne 9% des exportations et 29% des recettes totales de l'Etat. Ces ratios ont enregistré une baisse importante en 2017 (8points par rapport aux recettes et 4 points par rapport aux exportations).

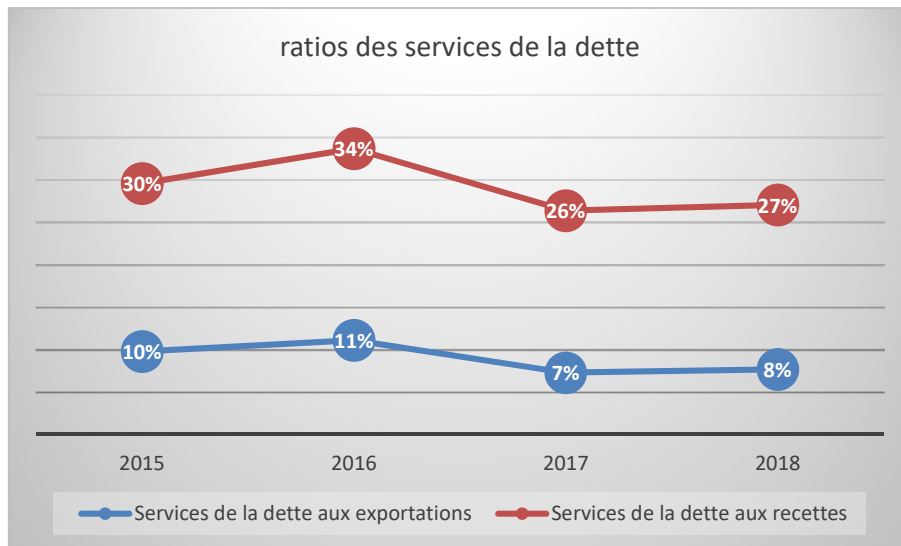


Figure 21: Ratios des services de la dette

68. En 2018, les services de la dette extérieure de l'Etat devraient atteindre 83 369 478 414,79 MRO dont 63 159 575 777,32 MRO représentant le principal (76%). Le paiement de ces services va principalement (66%) à FADES, FMA, Exim Chine et BID.

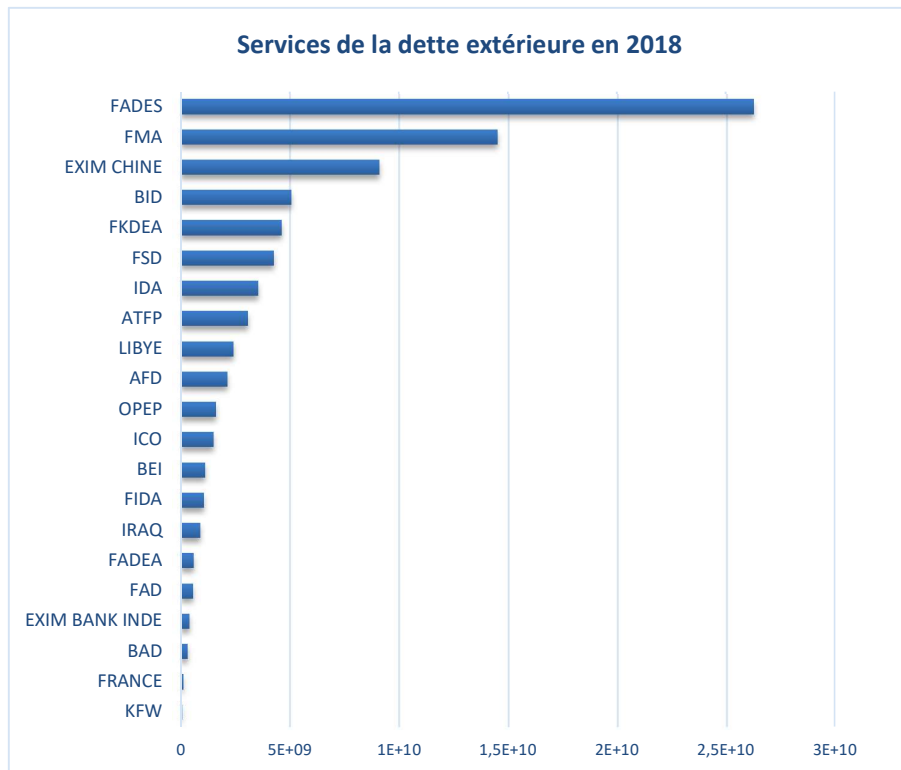


Figure 22: Services de la dette extérieure en 2018

69. En termes de dénomination de la dette, le dinar koweïtien représente 35% du total suivi par le dinar arabe (17%), le dollar (14%), les droits de tirage spéciaux (12%) et Yuan chinois (11%).

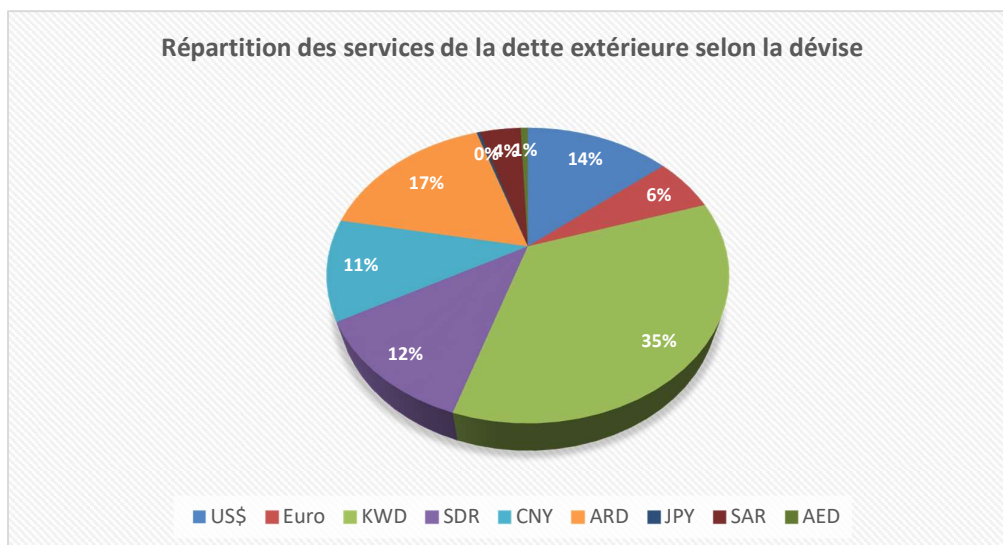


Figure 23: Répartition des services de la dette selon la devise

### II.4. Tableau des opérations financières de l'Etat au 30/09/2017

#### II.4.1. Recettes budgétaires

70. Le recouvrement des impôts et taxes (impôts intérieurs et droits de porte) fait preuve depuis quelques années d'un remarquable dynamisme. Le taux de progression des recettes fiscales se situe à un rythme supérieur à 11%, en moyenne annuelle, entre 2011 et 2016. Ces performances du système fiscal sont imputables à la fois à l'évolution favorable de l'activité économique mais aussi et surtout aux importants efforts de recouvrements déployés par l'administration fiscale.

71. Sur les trois premiers trimestres de l'année 2017, les recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières) se sont évaluées à 349.51 milliards MRO, soit un taux de réalisation de 72% des montants inscrits dans la LFR 2017. Il s'agit également d'une augmentation de 4% par rapport au niveau réalisé à la même période de l'année 2016, liée principalement à la bonne tenue des recettes fiscales, notamment les taxes sur les biens et services et les droits et taxes sur le commerce international qui ont enregistré, respectivement, une augmentation de 15% et 14% en glissement annuel.

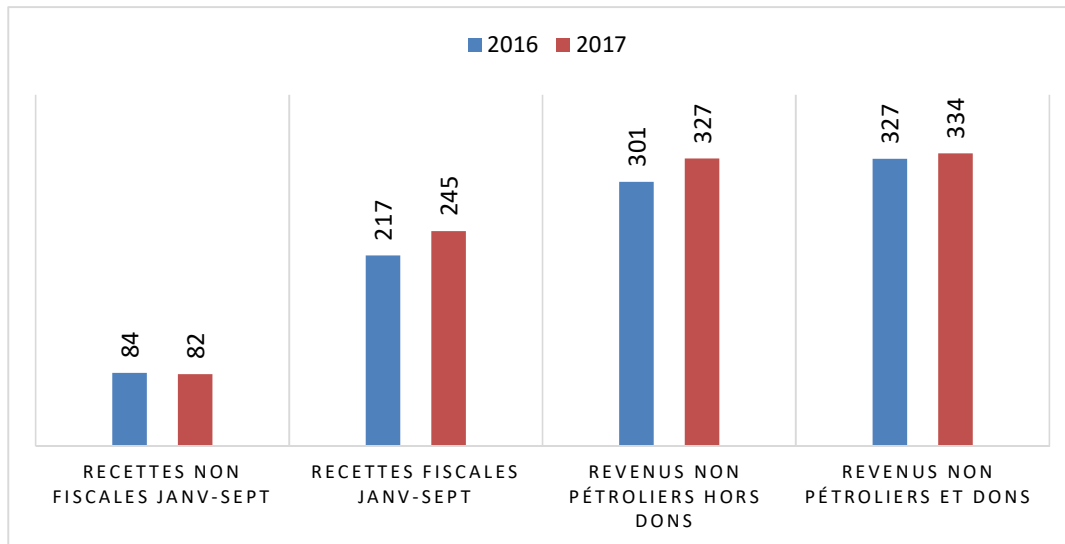


Figure 24: Evolution des recettes budgétaires 2016-2017

#### II.4.1.1. Recettes fiscales

72. Les recettes fiscales représentent la source budgétaire principale de l'Etat. Elles s'élèvent à 69% des recettes totales hors dons en 2016 et 74% en 2017. Par rapport au PIB, elles sont restées relativement stable depuis 2014 au niveau de 17.2%. cette performance fiscale traduit l'efficacité des réformes appliquées et les efforts déployés pour moderniser et rendre rationnelle le système et l'administration fiscale et douanière. Le taux de pression fiscale est largement en deçà des niveaux enregistrés dans les pays de la région.

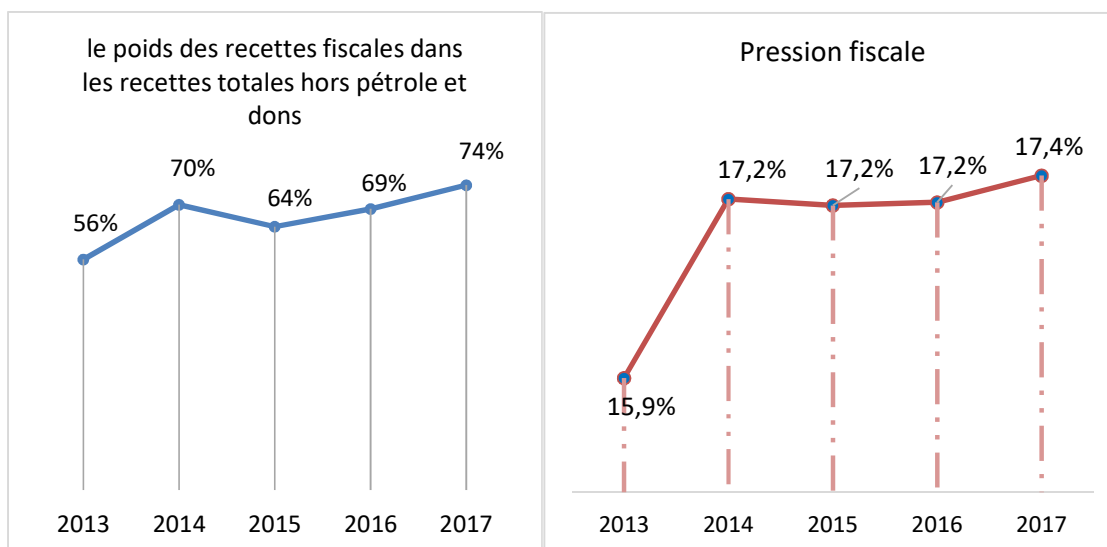


Figure 25: Poids des recettes fiscales

73. L'état de réalisation des recettes pour les neuf premiers mois de l'année montre un taux de réalisation de 77% et une augmentation de 12.75% en glissement annuel.

74. L'examen de la structure de ces recettes fiscales montre, comme l'indique la figure ci-dessous, que les taxes sur les biens et services ont contribué pour près 49% aux réalisations, suivies des taxes sur les revenus et profits (30%) et les taxes sur le commerce international (15%)

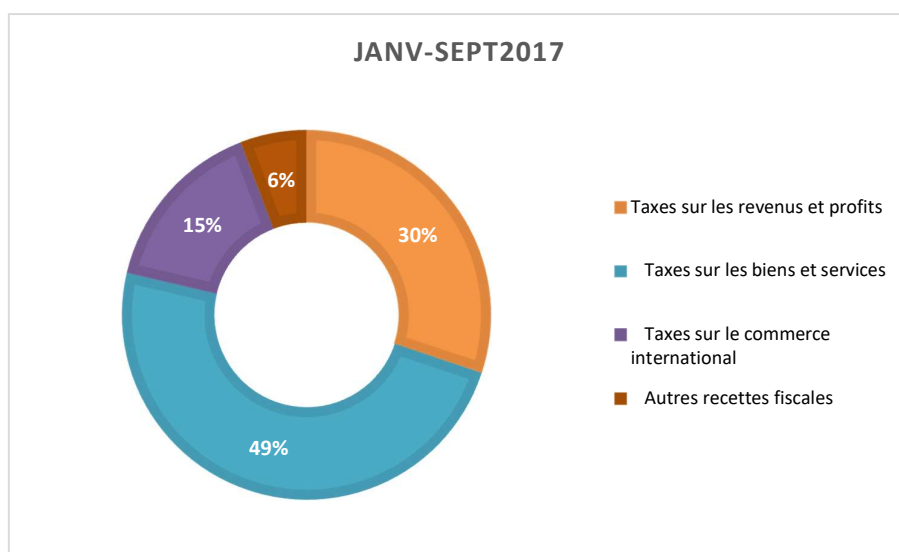


Figure 26: Structure des recettes fiscales janvier-septembre 2017

75. Par rapport au neuf premiers mois de 2016, les composantes des recettes fiscales ont évolué en 2017 comme suit :

- i) Les taxes sur les biens et services : cette catégorie a enregistré une augmentation de 15% en glissement annuel, tirée par la taxe unique SNIM et TPS qui a réalisé une augmentation de 138% passant de 7 à 17 milliards MRO, la TVA sur les importations (+12%), les autres taxes sur l'assurance, véhicules et aéroport (+37%) et la taxe sur les produits pétroliers (+4%) ;
- ii) Les taxes sur les revenus et profits : cette composante a réalisé une hausse de 2% supporté par le régime simplifié d'imposition (RSI) qui a augmenté de 4% et l'IMF douane de 11.8%. cependant, le BIC et BIN, et IRCM ont enregistré un une régression de 6% et 22% respectivement.
- iii) Les taxes sur le commerce international : elles sont passées de 36 milliards MRO à 40 milliards MRO, soit un taux de croissance de 14%

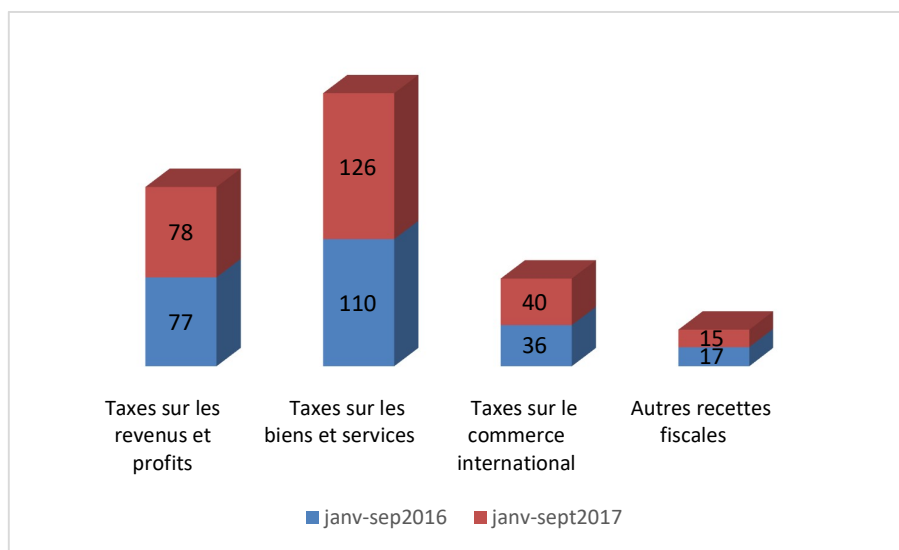


Figure 27: Evolution des recettes fiscales en glissement annuel

### II.4.1.2 Recettes non fiscales

76. L'état de réalisation pour les neuf premiers mois de l'année affiche un montant de 83.8 milliards d'UM, soit un taux de réalisation de 82% (par rapport aux prévisions révisées), et une baisse de 1.9% comparativement à la même période de l'année passée. Cette baisse s'explique principalement par le manque à gagner enregistré au niveau des postes : comptes spéciaux du trésor (-26%) et autres recettes non-fiscales (-28%). Toutefois, les bons résultats obtenus au niveau des revenus tirés du secteur

## Rapport économique et financier 2018

de la pêche (+22%), des dividendes des entreprises publiques (+15%) ont permis de compenser partiellement ce manque à gagner.

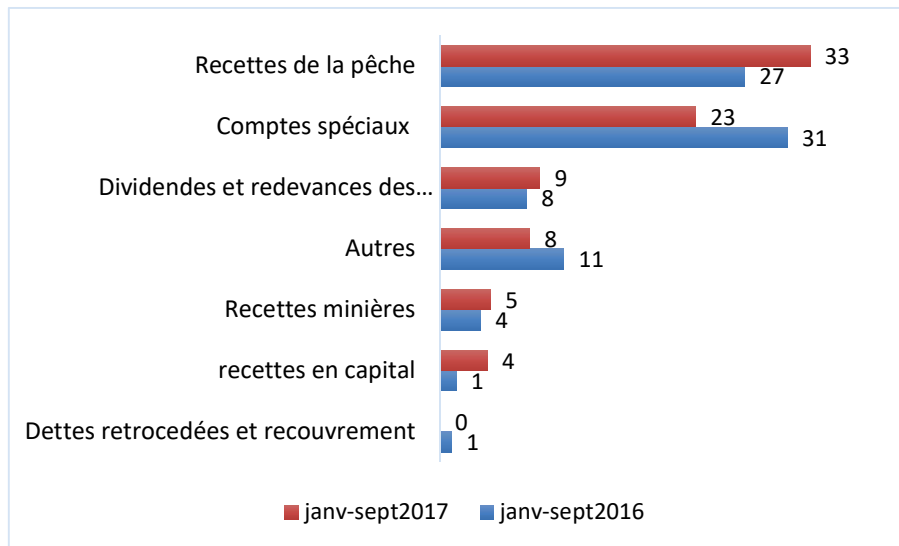


Figure 28: Evolution des recettes non fiscales en glissement annuel

### II.4.1.3. Dons

77. Au 30 septembre 2017, le taux de réalisation des dons s'élève à 52%. le montant mobilisé jusqu'à cette date se chiffre à près de 6.08 milliards MRO, soit une baisse d'environ 77%. Cet écart peut être expliqué par le caractère exceptionnel des dons bilatéraux enregistrés en 2016 dans le cadre de l'organisation du 27<sup>ème</sup> Sommet des Etats de la Ligue Arabe.

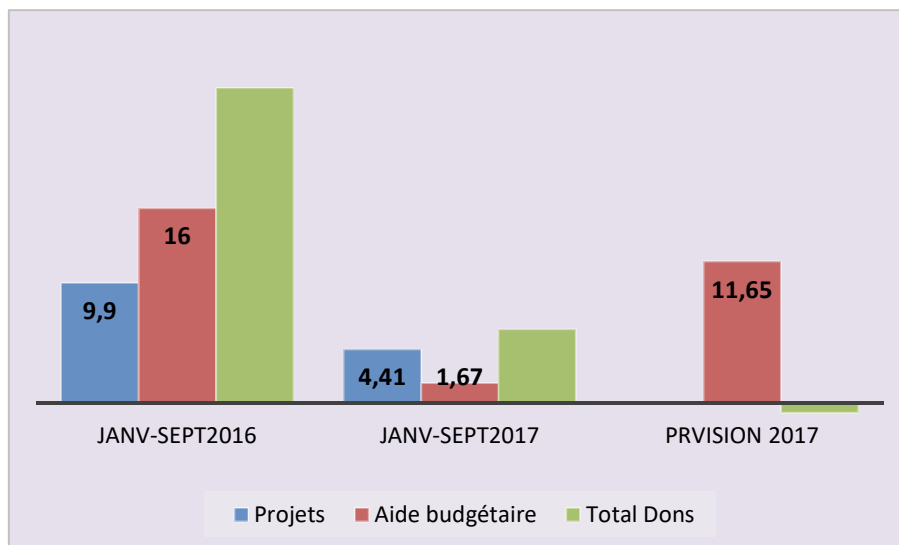


Figure 29: Etat de réalisation des dons en glissement annuel



78. Il y'a lieu de noter que les prévisions des recettes inscrites dans la loi de finances initiale (LFI) 2017 ont été ajustées pour prendre en compte l'encaissement de ressources budgétaires additionnelles d'un montant total de 13.71 milliards MRO, soit une hausse de 2.9% par rapport aux prévisions initiales.

### II.4.2. Dépenses budgétaires

79. L'année 2017 a été caractérisée par la poursuite des réformes entamées en 2016 visant la rationalisation des dépenses, la réduction de la dépendance sur les ressources budgétaires provenant du secteur extractif, la mise en place d'un cadre institutionnel de formulation, de sélection et de programmation de l'investissement public et l'intégration des dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures dans le budget de l'Etat pour une meilleure visibilité.

80. Dans le même contexte, la première phase de la réforme des entreprises publiques a été mise en œuvre avec l'affichage des dépenses salariales des Etablissements publics (EPA) et assimilés dans la rubrique "traitements et salaires" du budget de l'Etat et leur intégration au niveau du système de paiement du Réseau automatisé de la chaîne des dépenses publiques (RACHAD) et du Réseau automatisé des traitements et salaires des employés payés sur bulletin (RATEB).

81. L'analyse des dépenses publiques exprimées en pourcentage du PIB montre que la taille économique de l'Etat s'élève à 29%. L'application de la relation non linéaire entre dépenses publiques et croissance économique (modèle de Khan et Sanhadji, 2011) montre que le seuil de 29% est optimal. Les dépenses publiques génèrent la croissance et vont de pair avec les investissements privés.

82. En 2017, les dépenses exécutées jusqu'au 30 septembre s'élèvent à 367.94 milliards MRO (y compris les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures), soit un taux d'exécution de 87% des dépenses initialement prévues.

83. La répartition de ce montant selon le type du budget montre que les dépenses courantes représentent 64% du total et les dépenses d'investissements 36% dont 28% financé sur les ressources propres. Le taux d'exécution des dépenses courantes sur cette période est de 82% et celui des dépenses d'investissement est de 84%, supérieur aux taux enregistrés en 2016.

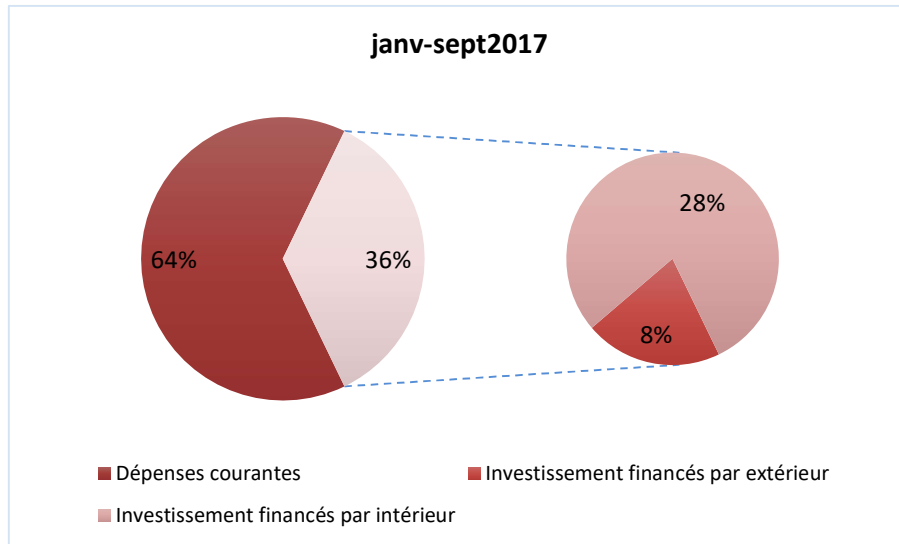


Figure 30: d'exécution des dépenses et prêts nets au cours des 9 premiers mois de 2017

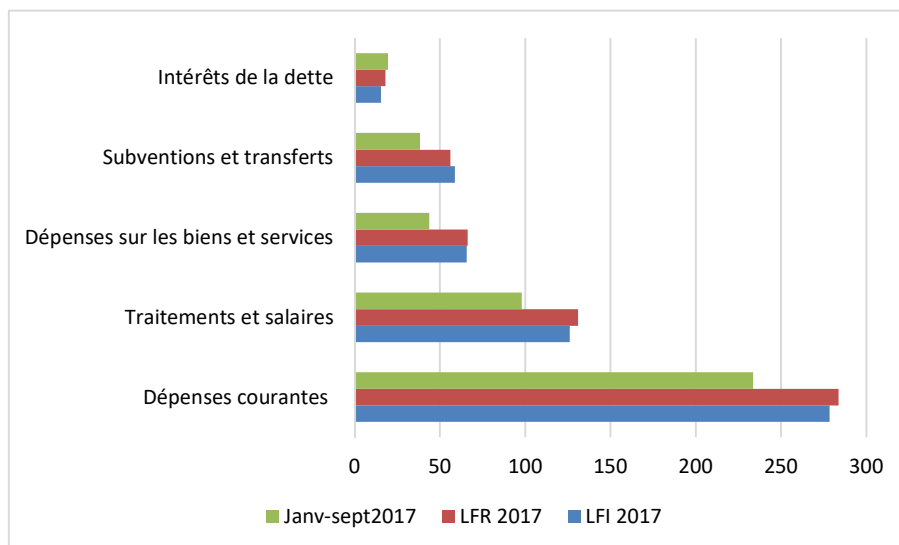


Figure 31: Evolution de l'exécution des dépenses courantes

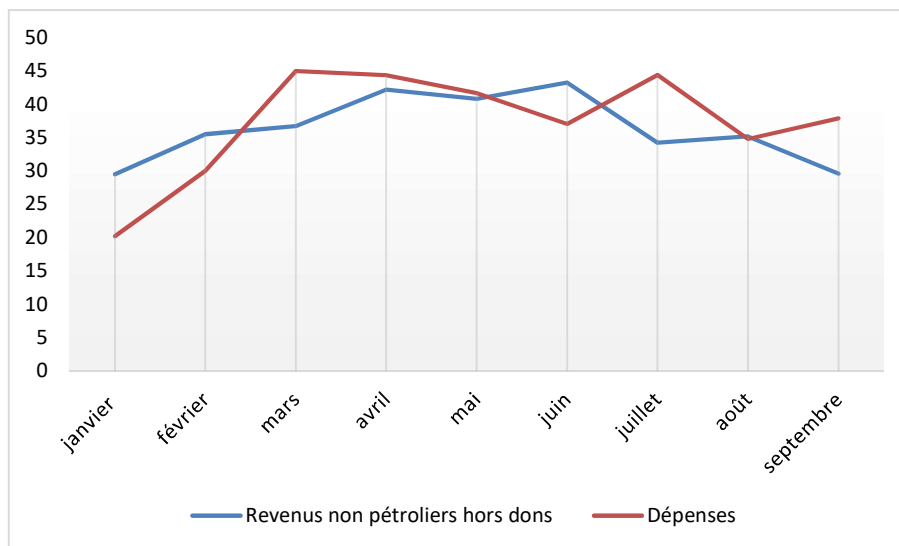
84. Par rapport à l'année 2016, le rythme d'exécution, en glissement annuel, des différentes catégories des dépenses est plus rapide, notamment les intérêts sur la dette (+68%) et des biens et services (+13%).

# Rapport économique et financier 2018

**Tableau 10: Evolution des dépenses courantes, en glissement annuel**

Dépenses courantes	janv-sept2016	janv-sept2017	%
Traitements et salaires	95	98	3%
Biens et services	39	44	13%
Subventions et transferts courants	36	38	6%
Intérêts sur la dette publique	12	19	68%

85. L'évolution simultanée des recettes hors pétrole et hors dons et des dépenses montre l'alternance entre l'excédent et le déficit par mois, avec des fluctuations lissées.



**Figure 32: Evolution mensuelle des recettes et des dépenses 2017**

## Traitements et salaires

86. En 2017, les traitement et salaires représentent 7% du PIB, 25% des dépenses et prêts nets, 42% des dépenses courantes et 41% des recettes fiscales.

87. La loi de finances rectificative 2017 a apporté une augmentation de 4.88 milliards MRO à la masse salariale dont 3.8 milliards provenant des autres rubriques non salariales dans le but d'afficher les salaires des Etablissements Publics à caractère administratif à leur coût réel et 0.57 milliards MRO représentant l'incidence de l'application du décret 2016-082 du 19 avril 2016 portant harmonisation et simplification du système de rémunération des Agents de l'Etat.

# Rapport économique et financier 2018

Cette évolution de la masse salariale peut représenter un problème sérieux de rigidité budgétaire avec le temps et avec le déficit chronique de la caisse de retraite.

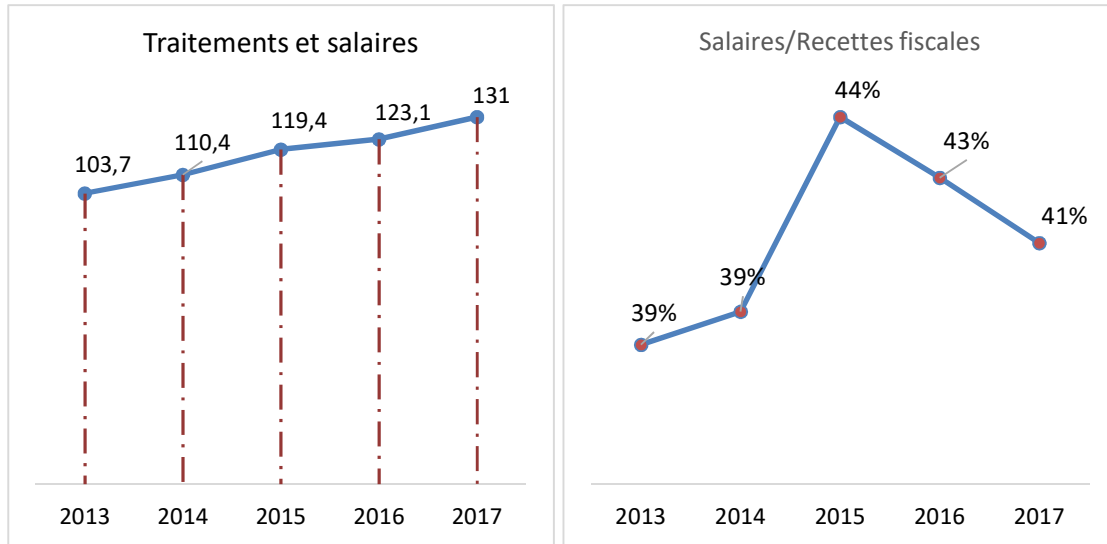


Figure 33: Traitements et salaires

## Dépenses sur biens et services

88. Les dépenses sur biens et services représentent en 2017 4% du PIB, 22% des dépenses courantes et 13,6% des dépenses et prêts nets.

89. En 2017, les dépenses sur biens et services exécutées jusqu'au 30 septembre s'élèvent à 43.73 milliards MRO, soit un taux d'exécution de 66% et une augmentation de 13% en glissement annuel.

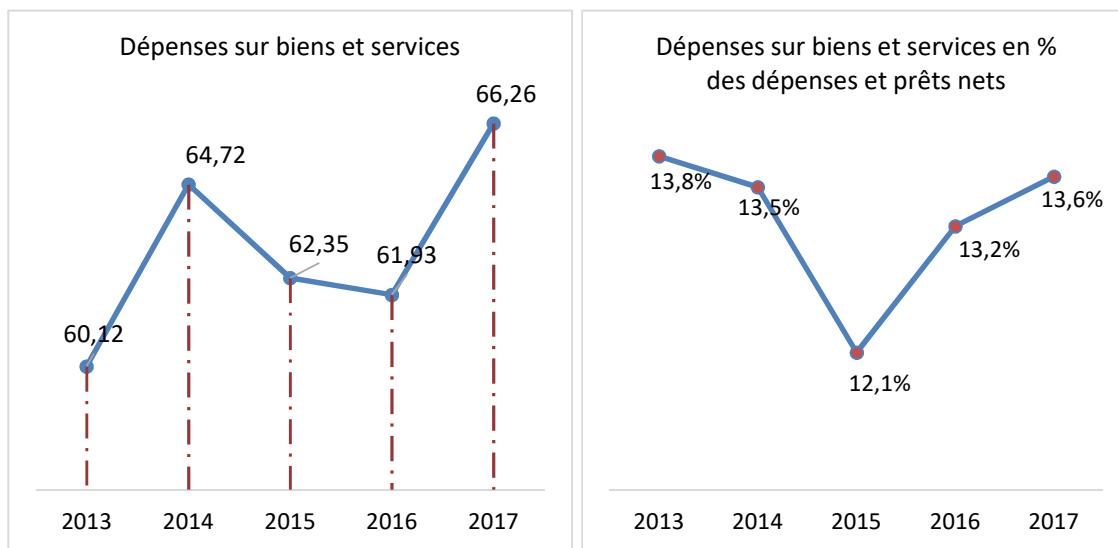


Figure 34: Dépenses sur biens et services

## Subventions et transferts

90. La tendance baissière des subventions et transferts traduit la volonté du Gouvernement à réduire cette catégorie des dépenses à son niveau minimum afin d'orienter les montants récupérés aux activités productives. En 2017, les subventions et transferts représentent 20% des dépenses courantes et 12% des dépenses et prêts nets.

91. Les transferts et subventions exécutées jusqu'au 30 septembre s'élèvent à 35.98 milliards MRO, soit un taux d'exécution de 68% et une augmentation de 6% en glissement annuel.

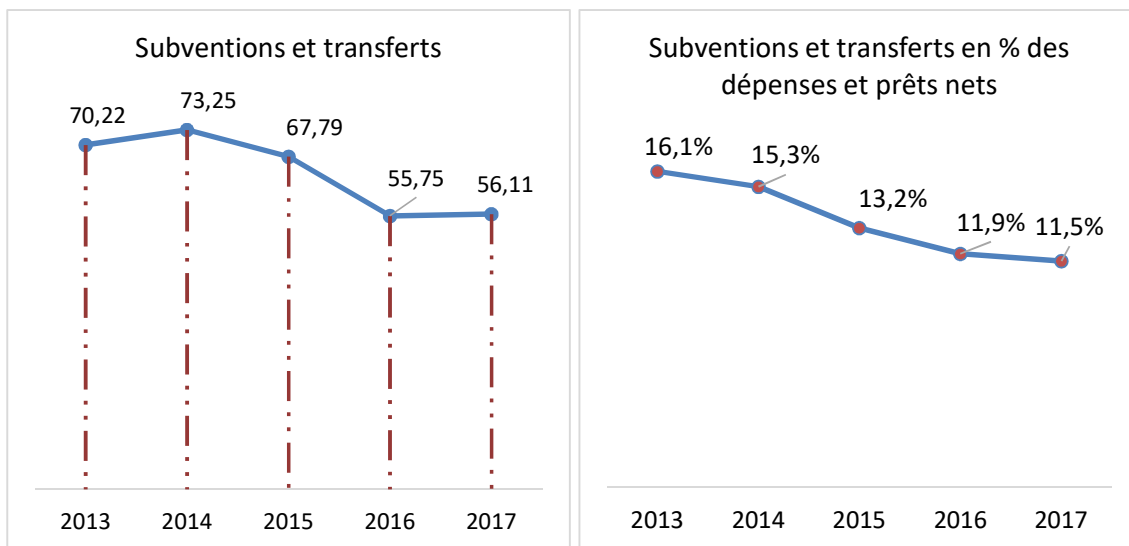


Figure 35: Subventions et salaires 2013-2017

### II.4.3. Solde budgétaire

92. A la fin du mois de septembre 2017, le solde budgétaire global (dons compris) est déficitaire de 18.43 milliards MRO, contre 8.37 milliards MRO enregistrés sur la même période de l'année 2016 et le déficit global (hors dons) s'est établi à 24.51 milliards MRO (contre 34.27 milliards MRO au 30 septembre 2016). Quant au solde primaire hors pétrole, il est excédentaire sur la même période de 2.42 milliards MRO.

93. En se basant sur les données annuelles, le solde global hors dons a connu une dégradation en 2014 et 2015 (respectivement -5.5% et -5.8% du PIBNE) avant d'enregistrer une amélioration en 2016 avec un déficit de 2.7%. Cette tendance se poursuivra en 2017 et 2018.

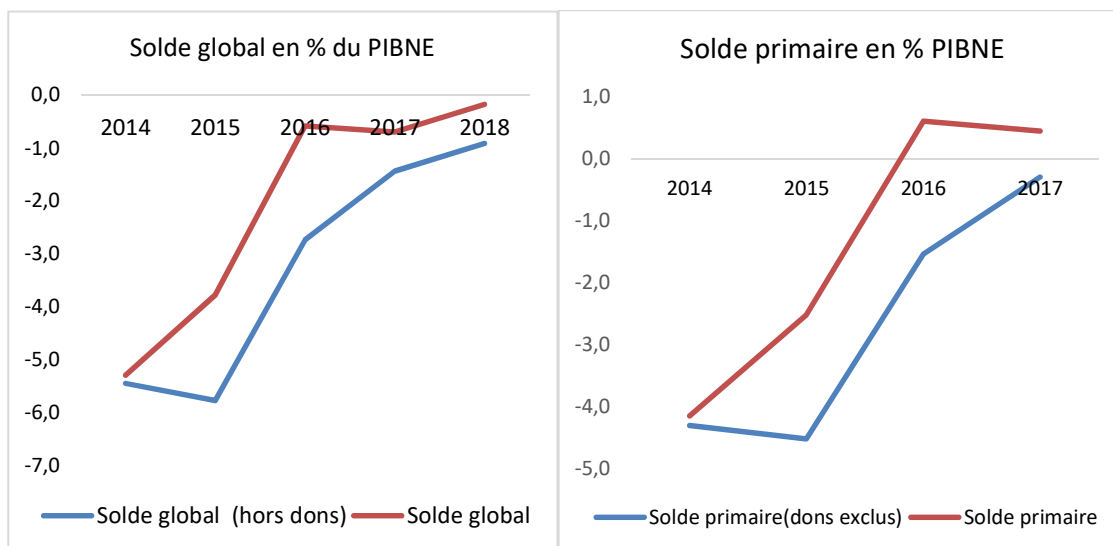


Figure 36: Solde global et solde primaire

## II.5. Situation monétaire et prix

### Situation monétaire

94. Selon le Rapport annuel de la BCM (2017), la politique monétaire mise en œuvre, reste orientée vers la stabilité des prix dans un contexte de faible inflation marqué par une liquidité bancaire, en légère hausse, sans risque pour le niveau des prix.

95. L'agrégation des données de la BCM et des banques commerciales montre que le taux de liquidité de l'économie s'élève à environ 33,1% en moyenne sur la période 2015-2017, passant de 32,7% en 2015 à 32,9% en 2016 et à 33,8% 2017.

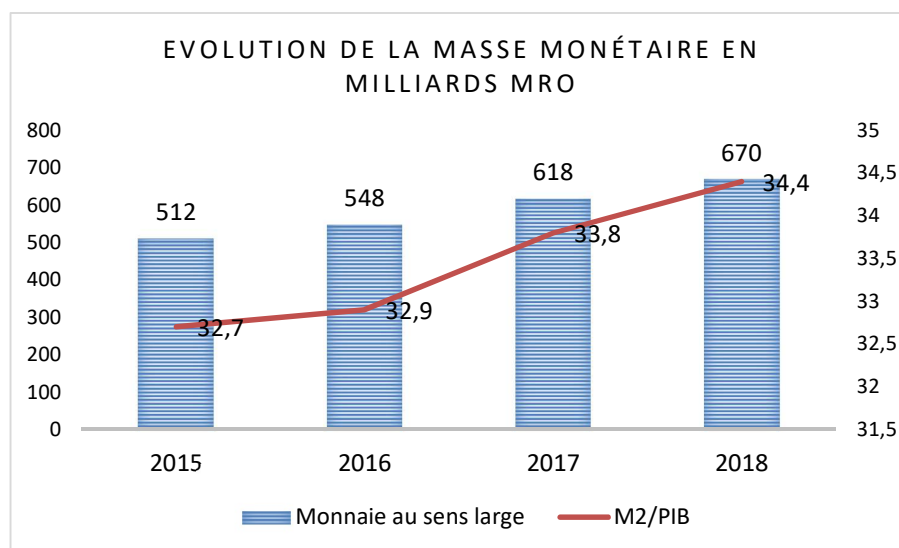


Figure 37: Evolution de la masse monétaire en milliards MRO

## Rapport économique et financier 2018

96. Les avoirs extérieurs nets, qui contribuent pour 13% en moyenne annuelle sur la période 2015-2017 à la création monétaire, devraient enregistrer une baisse de 22% en 2017 pour s'établir à près de 68.2 milliards d'UM, soit 11% de la masse monétaire. Quant aux avoirs intérieurs, ils représentent la source principale de création de monnaie avec un taux de 88%, en moyenne sur la période 2015-2017 ; ils atteindront 89% en 2017.

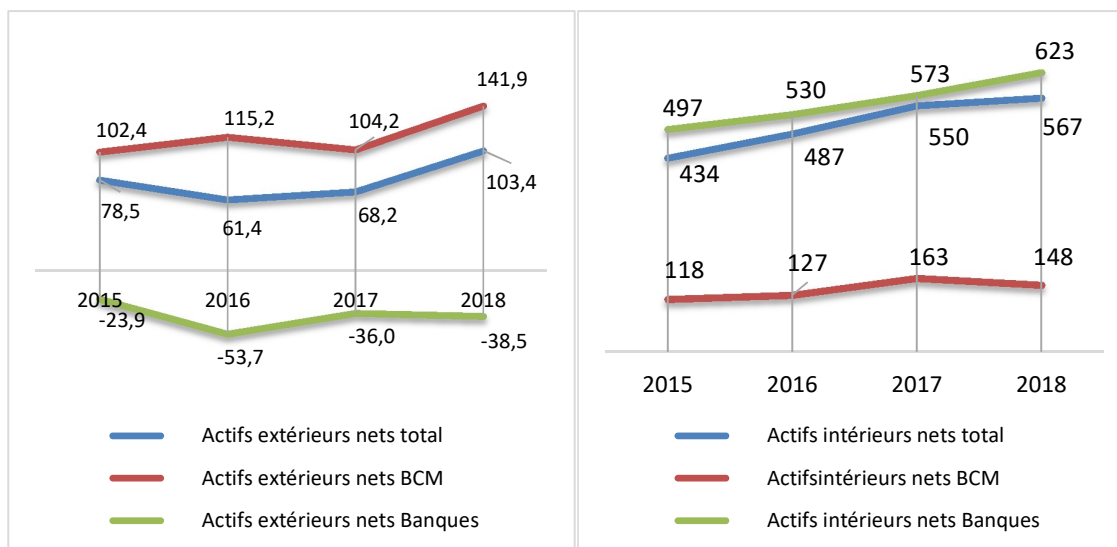


Figure 38: Evolution des sources de la création de monnaie

### Inflation :

97. La reprise de l'activité économique et la poursuite de politiques monétaire et budgétaire rigoureuses ont permis de contenir l'évolution des prix à un niveau acceptable. En effet, le taux d'inflation devrait passer de 1.5% en 2016 à 2.6% en 2017.

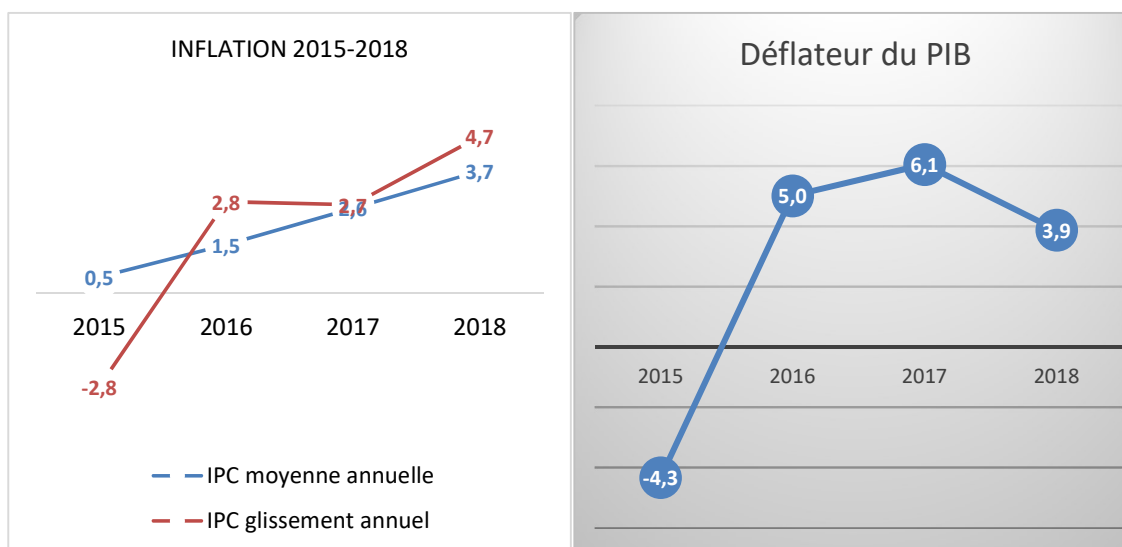


Figure 39: Evolution de l'inflation (IPC, déflateur)

### III. Perspectives économiques et financières pour 2018

98. Cette troisième partie du REF présentera les objectifs macro-économiques et financiers et les principales orientations de la politique budgétaire ainsi que l'évolution des grandes masses de recettes et de dépenses du Projet de loi de finances initiale pour l'année 2017

#### III.1. Objectifs macroéconomiques et financiers 2018

99. En dépit d'une conjoncture difficile marquée par une mauvaise répartition spatiotemporelle de la pluviométrie et ses répercussions sur l'activité économique nationale, conjuguée au faible niveau et à la volatilité des prix des produits miniers ainsi qu'à la fermeture du champ pétrolier de Chinguetti, le Projet de loi de finances initiale pour l'année 2018 entend poursuivre la même dynamique que celle enclenchée au cours de ces dernières années.

Il s'agit de renforcer la mobilisation des ressources pour soutenir la relance de l'activité économique, améliorer l'efficacité de la dépense publique et accroître les dépenses sociales tout en limitant les risques budgétaires, et renforcer les bases institutionnelles de l'Etat.

100. Ces objectifs sont en parfaite cohérence avec les trois (3) leviers stratégiques de la SCAPP: (i) promotion d'une croissance économique forte, inclusive et durable ;



- (ii) développement du capital humain et accès aux services de base; et (iii) renforcement de la gouvernance dans toutes ses dimensions.
101. Dans cette perspective, les principaux objectifs macroéconomiques fixés pour 2018 sont : (i) atteindre un taux de croissance du PIB réel de l'ordre de 3%, malgré la fermeture du champ pétrolier de Chinguetti; (ii) maintenir le taux d'inflation à moins de 3% ; (iii) contenir le déficit budgétaire global à 0,3% du PIB non-extractif ; et (iv) garder un niveau convenable de réserves officielles (5,3 mois d'importations de biens et services).
102. Pour parvenir à ces objectifs, les orientations qui guideront l'action du Gouvernement porteront sur:
- (i) la poursuite des réformes structurelles pour améliorer l'environnement des affaires et la gouvernance économique, afin d'améliorer la compétitivité et de favoriser la diversification de la base productive;
  - (ii) le renforcement du rôle du secteur privé et la promotion de la production nationale
  - (iii) la consolidation des acquis des efforts budgétaires à travers la modernisation de la politique fiscale et le renforcement de l'efficacité de l'administration des impôts et des douanes, avec une priorisation des dépenses publiques et une maîtrise de l'endettement public; et
  - (iv) l'accroissement des dépenses sociales, notamment d'éducation, de santé ainsi que de protection sociale, et le renforcement des actions de lutte contre la pauvreté.
103. Le projet de budget tient également compte de la prise en charge d'événements majeurs prévus dans notre pays en 2018, à savoir l'organisation du Sommet de l'Union Africaine (UA) ainsi que la tenue d'élections législatives, municipales et éventuellement des conseils régionaux. De même qu'il prend en considération les conséquences attendues du déficit pluviométrique cette année sur les populations et le cheptel, à travers le renforcement des programmes sociaux (Programme Emel, Programme d'assistance au cheptel...).

### **III.2. Evolution des grandes masses du projet de budget 2018**

104. Le Projet de loi de finances initiale (PLFI) pour l'année 2018 est arrêté à la somme de 663,4 Milliards MRO, contre 629,3 Milliards MRO pour la loi de finances rectificative (LFR) 2017, soit une augmentation de 34,1 Milliards MRO en valeur absolue et 5,4% en valeur relative. Ce projet de budget représente 39,2% du PIB hors industries extractives.
105. Le Budget général de l'Etat (BGE) s'équilibre en recettes et en dépenses à une enveloppe de 518,4 Milliards MRO, enregistrant ainsi une hausse de 31,1 Milliards MRO en valeur absolue et 6,4% en valeur relative comparativement à la loi de finances rectificative (LFR) 2017 (487,3 Milliards MRO). Par rapport à la loi de finances initiale (LFI) 2017, il enregistre une progression de 57 Milliards MRO en valeur absolue et 12,3% en valeur relative.

#### **III.2.1. Ressources budgétaires**

#### ***Mobiliser davantage de ressources pour soutenir la relance de l'activité et financer les dépenses sociales...***

106. La stratégie du Gouvernement en matière de mobilisation des ressources repose à la fois sur la maximisation des ressources intérieures (ou ressources budgétaires) et l'optimisation des opportunités offertes par la coopération avec les partenaires techniques et financiers (financements extérieurs).

#### **Ressources intérieures**

107. Le recouvrement des impôts et taxes (impôts intérieurs et droits de porte) fait preuve depuis quelques années d'un remarquable dynamisme. Le taux de progression des recettes fiscales se situe à un rythme supérieur à 11%, en moyenne annuelle, entre 2011 et 2016. Ces performances du système fiscal sont imputables à la fois à la bonne tenue de l'activité économique mais aussi et surtout aux importants efforts de recouvrements déployés par l'administration fiscale.
108. Cette dynamique sera poursuivie en 2018 à travers l'optimisation du rendement fiscal, en particulier pour l'économie non-extractive, la simplification et

## Rapport économique et financier 2018

la modernisation du système fiscal, la diminution des régimes spéciaux, le renforcement des contrôles et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

109. En matière de politique fiscale, les mesures prévues dans le présent projet de loi de finances visent à doter l'administration des impôts d'outils permettant de lutter efficacement contre les pratiques d'évasion fiscale, afin de protéger la base imposable et d'éviter les doubles exonérations. Elles cherchent également à renforcer la productivité et la compétitivité des industries locales.

110. Au total, le présent projet de budget pour 2018 prévoit un montant de ressources intérieures de 527,1 Milliards MRO, contre près de 490 Milliards MRO dans la LFR 2017, correspondant à une hausse de l'ordre de 37,2 Milliards MRO en valeur absolue et 7,6% en valeur relative. Il se répartit en:

- recettes budgétaires (recettes fiscales, recettes non-fiscales, recettes en capital, recettes exceptionnelles et revenus pétroliers) pour 483,5 Milliards MRO, en augmentation de 8,4% (37,5 Milliards MRO) comparativement à son niveau de 2017 (446 Milliards MRO), liée à la reprise de l'activité économique et à l'impact attendu des mesures fiscales envisagées;
- recettes des Comptes spéciaux du trésor évaluées à 27,1 Milliards MRO, soit une diminution de 8,3% (-2,4 Milliards MRO) par rapport à 2017, justifiée par la baisse des revenus du Compte d'affectation spéciale (CAS) FAID (Fonds d'assistance et d'intervention pour le développement), laquelle s'explique par l'appréciation du prix du pétrole sur le marché international;
- dons budgétaires projetés à environ 14 Milliards MRO contre 11,7 Milliards MRO dans la LFR 2017, en hausse de 20,2% (2,4 Milliards MRO), confortée par les appuis budgétaires promis par certains partenaires au développement; et
- allègement de la dette, qui passe de 2,7 Milliards MRO en 2017 à 2,5 Milliards MRO en 2018, en légère diminution de 7,7%.

### Financements extérieurs

111. Tenant compte de la bonne réputation dont jouit notre pays sur le plan international, la stratégie pour 2018 consistera à renforcer et à accroître notre capacité de mobilisation des ressources extérieures pour financer notre programme

## Rapport économique et financier 2018

de développement. Aussi, lorsqu'un pays comme la Mauritanie se trouve en phase de transformation structurelle de son économie (levier 1 de la SCAPP), les seules ressources propres ne suffisent pas pour financer les projets et programmes prioritaires, et le recours aux appuis extérieurs s'avère nécessaire.

112. A titre d'illustration, le nombre de conventions et accords de financement signés entre janvier et octobre 2017 s'élève à 21 pour un montant total de près de 770 Millions de dollars US (272,7 Milliards MRO). Ces financements sont affectés aux secteurs prioritaires de l'économie nationale: énergie (50,4%), mines (13,8%), infrastructures de transport (7,7%), hydraulique et assainissement (6,5%), santé et protection sociale (6%), agriculture (4,2%) et divers secteurs (11,4%). Ils se répartissent en prêts pour 612,5 Millions dollars US (80%) et dons avec 155,6 Millions dollars US (20%). Les principales conventions de financement signées durant cette période (dix premiers mois de l'année 2017) sont:

**Tableau 11: Convention de financement signées en 2017**

Conventions de financements	Bailleur de Fonds	Montant en M.USD
- Projet d'interconnexion électrique Nouakchott-Zoueiratt par une ligne HT de 225 KV	FADES	139,4
- Projet d'interconnexion électrique Nouakchott-Zoueiratt par une ligne HT de 225 KV	FSD	104,2
- Projet ligne de transmission de 225 KV entre Nouakchott - Nouadhibou	EXIMBA NK-INDE	110
- Projet de réhabilitation du GUELB I	FADES	106,2
- Projet d'alimentation en eau potable des villes d'Aioun, de Djiguenni et des villages environnants	FADES	49,9
- Projet de construction du Pont de Rosso	FAD/BA D	34,0
- Projet d'extension de réseaux moyenne tension dans les zones du Sud-est	FKDEA	33,2
- Projet de construction de la route reliant la RN1 (NKT'T - Akjoujt) - Bénichab la RN4 (NKT'T-NDB)	FSD	25,4
- Projet d'appui au secteur de la santé (PASS)	UE	22,5
- Projet de développement des filières inclusives (PRODEFI)	FIDA	21

## Rapport économique et financier 2018

- Projet d'appui au système de santé (INAYA)	IDA	17,5
- Projet d'extension et de réhabilitation du canal de Koundi	FSD	10,4
<b>TOTAL</b>		<b>673,7</b>

113. La mobilisation des financements extérieurs connaîtra un regain de dynamisme avec l'organisation prévue dès le début de l'année prochaine d'une réunion des Partenaires techniques et financiers (PTF) de notre pays pour le bouclage du financement des projets et programmes qui sous-tendent le Plan d'actions prioritaires (PAP) 2017-2020 de la SCAPP.

114. En 2018, les financements extérieurs des projets et programmes d'investissements apporteront au budget de l'Etat une enveloppe de 145 Milliards MRO, soit une hausse de 3 Milliards MRO en valeur absolue et 2,1% en valeur relative par rapport à 2017 où ils s'établissaient à 142 Milliards MRO. Ils se décomposent en:

- Prêts-projets (y compris emprunts concessionnels) pour: 105,3 Milliards MRO (72,6% du total du financement); et
- dons-projets avec 39,7 Milliards MRO (27,4 %).

115. En définitive, les **ressources globales** du Projet de loi de finances initiale pour l'année 2018 se chiffrent à 672,1 Milliards MRO, contre 631,9 Milliards MRO au titre de la loi de finances rectificative (LFR) 2017, en augmentation de 40,2 Milliards MRO en valeur absolue et de 6,4% en valeur relative. Elles indiquent l'ensemble des moyens financiers dont dispose l'Etat pour mettre en œuvre sa politique de développement.

### III.2.2. Charges du budget de l'Etat

*Optimiser les dépenses publiques pour financer les activités prioritaires sans compromettre les efforts de consolidation budgétaire...*

116. L'optimisation des dépenses publiques demeure l'une des priorités de la politique budgétaire du Gouvernement. L'objectif recherché est la restauration des

## Rapport économique et financier 2018

---

- marges budgétaires de l'Etat à travers une meilleure maîtrise des dépenses de personnel et une rationalisation des charges de fonctionnement, et un accroissement des dépenses en capital de pair avec la qualité et l'efficacité des investissements publics.
117. Les dépenses publiques, telles que projetées dans le présent projet de budget sont arrêtées à un montant global de 663,4 Milliards MRO.
118. Les **charges de personnel** (masse salariale) sont évaluées à 145,1 Milliards MRO, soit une hausse de 10,8% (+14,1 Milliards MRO) par rapport à 2017 (131 Milliards MRO), justifiée essentiellement par l'intégration des salaires du Personnel non permanent (PNP), l'incidence des recrutements dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la sécurité, en plus de l'augmentation naturelle (glissement indiciaire, vieillesse et technicité) des traitements et salaires.
119. Les traitements et salaires pèsent fortement sur les finances publiques. En effet, ces dernières années, suite aux mesures de revalorisation et aux recrutements opérés principalement dans les secteurs sociaux et de sécurité, les dépenses de personnel ont connu une tendance haussière passant de 83,7 Milliards MRO en 2010 à 131 Milliards MRO en 2017; elles ont représenté 43,2% des recettes fiscales en 2016.
120. Cependant, dans le même temps, des économies de plus de 3 Milliards MRO ont été réalisées grâce à des mesures de rationalisation et d'assainissement (nettoyage du fichier de la solde, contrôle strict des heures supplémentaires et des conditions d'octroi d'indemnités, etc.) menées par les services du Ministère de l'économie et des finances pour maîtriser l'évolution de la masse salariale. Les marges budgétaires dégagées ainsi que les gains obtenus suite aux départs à la retraite ont permis de financer partiellement les recrutements de nouveaux fonctionnaires et agents de l'Etat. Ces efforts seront poursuivis en 2018 avec la budgétisation au niveau de la rubrique indiquée (traitements et salaires) de tous les salaires du personnel payé sur le budget de l'Etat.
121. En ce qui concerne les **dépenses de fonctionnement de l'administration publique** (biens et services, subventions et transferts et charges non-ventilées), le Gouvernement demeure constant dans son objectif de poursuivre les efforts de

## Rapport économique et financier 2018

rationalisation. En effet, le budget de l'Etat avait accumulé au cours des années un certain nombre de dépenses devenues redondantes ou improductives et dont la suppression ou la réorientation génère le même effet positif qu'une recette supplémentaire. Ainsi, depuis quelques années, l'allocation des crédits budgétaires est guidée par une analyse fine de la nature et de l'opportunité de la dépense, de son utilisation ainsi que de ses retombées.

122. Cette démarche a également prévalu dans le cadre du projet de budget 2018, et a permis de maintenir ces dépenses à 137,1 Milliards MRO, en légère hausse d'environ 2% (2,5 Milliard d'UM) par rapport à leur niveau de 2017 (134,6 Milliards d'UM). En plus du fonctionnement de l'administration publique, cette enveloppe servira à la prise en charge des dépenses liées à l'organisation du Sommet de l'Union Africaine (UA), à la tenue d'élections législatives et municipales et au renforcement des programmes sociaux (Emel et assistance au cheptel).
123. Au total, les dépenses courantes (hors intérêts de la dette) prévues dans le présent Projet de loi de finances pour l'année 2018 s'établiront à un montant de 282,2 Milliards MRO, contre 265,6 Milliards MRO en 2017, soit une progression de 6,2% (16,6 Milliards MRO).
124. Le ***service de la dette publique (intérêts et amortissement)***, prévu pour 87,7 Milliards MRO, correspondant à une progression de près de 35% (22,7 Milliards MRO) relativement à la loi de finances 2017 (65 Milliards MRO). Mises à part les fluctuations du taux de change, cette hausse résulte essentiellement du remboursement du principal dû au titre des prêts-budgétaires contractés auprès du Fonds monétaire arabe (FMA) entre 2014 et 2016 pour la mise en œuvre du programme de réformes économiques.
125. Les ***dépenses sur Comptes spéciaux du trésor (CST)*** passent de plus de 34 Milliards MRO en 2017 à 27 Milliards en 2018, soit plus de 7 Milliards MRO de moins (-20,7%), liés à la baisse des dépenses prévues sur les ressources du Fonds national de revenus des hydrocarbures (FNRH) consécutive au faible niveau de recettes pétrolières attendues suite à la fermeture du champ pétrolier de Chinguetti.

***Maintenir une politique d'investissement ambitieuse et de moins en moins dépendante de l'aide extérieure...***

## Rapport économique et financier 2018

126. Le Budget consolidé d'investissement (BCI) pour l'année 2018 correspond à la première tranche du Programme d'investissement public (PIP) 2018-2020, qui constitue la traduction en projets et programmes d'investissements des priorités du Gouvernement définies dans la SCAPP.
127. Le Projet de loi de finances 2018 arrête les *dépenses en capital (ou dépenses d'investissements)* à la somme de 266,5 Milliards MRO. En 2017, ces dépenses se chiffrent à 264,7 Milliards MRO, traduisant une hausse de 1,8 Milliards d'UM en valeur absolue et de 0,6% en valeur relative.
128. Le Gouvernement a fait le choix ces dernières années d'exécuter un ambitieux programme d'investissement pour soutenir l'activité économique et mettre en place les conditions favorables permettant au secteur privé de créer de la richesse. Ce choix est matérialisé par le poids des dépenses d'investissements dans le budget de l'Etat, lequel est projeté à 40,2% en 2018, soit le premier poste budgétaire. Selon la source de financement, les dépenses en capital du projet de budget 2018 se répartissent en:
- investissements financés sur ressources extérieures projetés à 145 Milliards MRO, soit un accroissement de 2,1% relativement à la loi de finances 2017 (142 Milliards MRO); ils sont constitués de dons-projets pour 39,7 Milliards MRO et de prêts-projets (y compris emprunts concessionnels) avec 105,3 Milliards MRO;
  - investissements financés sur ressources propres de l'Etat pour 121,5 Milliards MRO, en ralentissement d'environ 1% (-1,2 Milliards MRO) par rapport à 2017 (122,7 milliards MRO). Cette baisse s'inscrit dans le cadre des efforts de restructuration engagés ces dernières années au niveau de cette catégorie de dépenses en vue de maximiser son impact. Ces ressources prennent en charge :
    - (i) les contreparties aux financements extérieurs des projets et programmes publics;
    - (ii) les engagements en cours ou nouveaux constitués de projets et actions financés entièrement par l'Etat ;
    - et (iii) les réserves générales du BCI (ou réserve de précaution) destinées à faire face en cours d'année à des dépenses soudaines imprévues.



## Rapport économique et financier 2018

- Le ratio ressources extérieures/ressources propres de l'Etat dans le financement des investissements publics pour l'année 2018 est de 1.17, contre 1.7 en 2010, dénotant la volonté du Gouvernement de dépendre de moins en moins de l'aide extérieure pour financer son programme de développement.

129. Dans cette optique et comme le montre le tableau ci-dessous, le Budget d'investissement de l'Etat (BIE) pour l'année 2018 prévoit de financer, pour un montant de plus de 90,5 Milliards MRO (74,5% du BIE), des projets et programmes d'envergure dans les secteurs prioritaires suivants:

**Tableau 12: Budget d'investissement Etat par projet**

Secteur/projet	Progr. 2018	
	(en M MRO)	En % total BIE
<b>1. Equipement et transport (secteur infrastructurel)</b>	28 305,6	23,3
- Reconstruction route NKT'T-Boutilimitt PK8-PK58	4 504,0	
- Construction de la route Atar-Tidjikja	3 835,0	
- Construction de la Route Kaédi-Maghama	3 241,0	
- Reconstruction de la route NKT'T-Rosso	2 762,8	
- Construction de la route Kiffa-Boumdeid	2 500,0	
- Construction de la route Maderdra-R'Kiz	2 012,0	
- Construction de la route Zravia-Temchekett	1 613,7	
- Construction de la route Néma-Bangou-Bassiknou-Fassala	1 563,1	
- Construction du tronçon Bénichab-route nationale 1 et route nationale 4	1 500,0	
- Construction de la route Atar-Zouérat	1 434,0	
- Construction aéroport de Bir Moghreïn	1 220,0	
- Reconstruction route PK58-PK108 NKT'T-Boutilimitt	1 120,0	
- Liaison Keur Macène-Océan	1 000,0	
<b>2. Développement rural (Agriculture, élevage et environnement)</b>	14 628,5	12
- Programme d'aménagements hydro-agricoles	10 000,0	
- PDRI-Infrastructures et Aménagement Rural	3 188,5	

## Rapport économique et financier 2018

- PDRI-Elevage	1 080,0	
- Appui institutionnel au PNBA	360,0	
<b>3. Habitat et urbanisme (équipements collectifs)</b>	<b>14 660,0</b>	<b>12,1</b>
- Construction d'un Centre international de conférences à Nouakchott	7 200,0	
- Construction/Réhabilitation bâtiments administratifs (1. Achèvement des travaux en cours: infrastructures DGBEP, grande mosquée et R+9 et promenade, convention ANESP, aménagement Kaédi et Moghata Ksar, Raccordements des infrastructures électriques/SOMELEC, R+9/pole administratif, constructions infrastructures de santé, infrastructures d'éducation à Rosso, transfert Chancellerie à Addis-Abeba, aménagements de la SOCOGIM et réhabilitation Ambassades RIM à Rabat et Niamey. 2. Travaux nouveaux: Construction centre de santé type A à El Mina, Réhabilitation Centre de santé de Sebkh, Construction postes de santé à de Koufa et Basra, Réhabilitation stades d'Arafat et Ksar , Réhabilitation Hôpital Mère-enfants et réalisations d'infrastructures scolaires et sanitaires...)	5 210,0	
- Développement urbain des Wilayas	1 050,0	
- Programme national de regroupement de localités:	400,0	
- Construction d'infrastructures et travaux d'urbanisme/DGSN	350,0	
- Programme d'aménagement et de viabilisation	300,0	
- Projet mille modules pour l'habitat social	150,0	
<b>4. Hydraulique, assainissement et énergie (Autres services de base)</b>	<b>6 476,0</b>	<b>5,3</b>
- Program. dévpt et renforcement infrastructures électriques	4 000,0	
- Contrat-Program. Société nationale des forages et puits (SNFP) 2016-2019	525,0	
- AEP des villes et villages de l'Est mauritanien à partir de Dhar	500,0	
- Projet AEP et dévpt des oasis dans les zones rurales	475,0	
- Renforcement réseaux distribution eau à Nouakchott	426,0	
- Renforcement des systèmes d'AEP	300,0	
- Réseau d'assainissement de la ville de Nouakchott	250,0	
<b>5. Développement du capital humain (Ressources humaines)</b>	<b>5 051,5</b>	<b>4,2</b>
- Acquisition matériel et équipements biomédicaux	1 791,0	

## Rapport économique et financier 2018

- Progr. accès et amélioration qualité éducation (PAAQE)	1 000,0	
- Progr. national de dévpt du secteur éducatif (PNDSE)	450,0	
- Formation personnel de santé	350,0	
- Promotion de l'emploi des jeunes	324,0	
- Acquisition de vaccins	300,0	
- Appui à la Faculté de Médecine et à la mise en place des Masters	300,0	
- Contribution à l'acquisition de la logistique pour le PEV	209,0	
- Projet d'appui au Système de santé (INAYA)	177,5	
- Appui au fonds de concours et de l'édition	150,0	
<b>6. Projets transversaux (multisectoriels )</b>	<b>21 424,0</b>	<b>17,6</b>
- Programme de LCP et les séquelles de l'esclavage	7 200,0	
- Opérations d'urgence	5 000,0	
- Fonds régional de développement	3 500,0	
- Progr. national intégré d'appui à la décentralisat°, au dévpt local et à l'Emploi (PNIDDLE)	2 250,0	
- Programme d'appui à la restructuration des EPAs	2 000,0	
- Fonds d'études et de formation prioritaires	1 000,0	
- Reconstitution stock national de sécurité alimentaire	474,0	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>90 545,6</b>	<b>74,5</b>
<b>* BIE: Budget investissement Etat</b>		

130. S'y ajoute une enveloppe globale de 20 Milliards MRO sur les ressources du Compte d'affectation spéciale (CAS) du FAID, alloués aux projets stratégiques « Pôle de développement du port de pêche artisanale de Tanit (8 Milliards MRO) » et « Port de N'Diogo (7 Milliards MRO) » ainsi qu'aux opérations d'« Entretien routier et voiries urbaines (5 Milliards MRO)».

131. En résumé, le Projet de loi de finances pour l'année 2018 mettra l'accent sur la poursuite de la mise en œuvre des réformes et projets prioritaires pour: soutenir la relance de l'activité économique, améliorer l'efficacité de la dépense publique et accroître les dépenses sociales, notamment d'éducation, de santé ainsi que de protection sociale, et renforcer les actions de lutte contre la pauvreté.

## SOLDE BUDGETAIRE

132. Le solde budgétaire global projeté dans ce Projet de loi de finances initiale au titre de l'année 2018 présente un excédent de 8,7 Milliards MRO, correspondant à 0,5% du PIB non-extractif, contre un excédent de 2,5 Milliards MRO (0,2% du PIB non-extractif) pour la LFR 2017, et un excédent de 14,7 Milliards MRO (0,9% du PIB non extractif) dans la LFI 2017.
133. Comparativement à la loi de finances 2017, la répartition des principaux flux du présent projet de budget pour l'année 2018, par poste budgétaire, est présenté dans le tableau ci-dessous :

## Rapport économique et financier 2018

### RESSOURCES, CHARGES ET SOLDE BUDGETAIRES (en UM)

NATURE DES RESSOURCES/CHARGES	LFR 2017	PLFI 2018	VARIATION EN %	
<b>1. RESSOURCES BUDGETAIRES</b>	<b>487 153 523 000</b>	<b>524 588 248 146</b>	<b>37 434 725 146</b>	<b>7,7</b>
Recettes fiscales (hors pétrole)	318 726 552 000	347 154 853 646	28 428 301 646	8,9
Recettes non-fiscales	102 300 218 000	113 883 394 500	11 583 176 500	11,3
Recettes en capital	6 000 000 000	6 550 000 000	550 000 000	9,2
Dons budgétaires	11 650 000 000	14 000 000 000	2 350 000 000	20,2
Comptes spéciaux du trésor	29 546 753 000	27 100 000 000	-2 446 753 000	-8,3
Contribution du compte pétrolier	18 030 000 000	15 000 000 000	-3 030 000 000	-16,8
Recettes exceptionnelles	900 000 000	900 000 000	-	-
<b>2. ALLEGEMENT DE LA DETTE</b>	<b>2 698 897 000</b>	<b>2 489 800 000</b>	<b>-209 097 000</b>	<b>-7,7</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES</b>	<b>489 852 420 000</b>	<b>527 078 048 146</b>	<b>37 225 628 146</b>	<b>7,6</b>
<b>3. CHARGES BUDGETAIRES</b>				
<b>3.1 Total dépenses de fonctionnement</b>	<b>283 604 516 000</b>	<b>306 398 760 000</b>	<b>22 794 244 000</b>	<b>8,0</b>
Traitements et salaires	131 000 000 000	145 100 000 000	14 100 000 000	10,8
Dépenses sur biens et services	66 263 670 000	66 272 366 000	8 696 000	0,0
Subventions et transferts	56 114 452 000	58 600 000 000	2 485 548 000	4,4
Charges non-ventilées	12 226 394 000	12 226 394 000	-	-
<b>Dépenses de fonctionnement (Hors intérêts de</b>	<b>265 604 516 000</b>	<b>282 198 760 000</b>	<b>16 594 244 000</b>	<b>6,2</b>
<b>Intérêts de la dette</b>	<b>18 000 000 000</b>	<b>24 200 000 000</b>	<b>6 200 000 000</b>	<b>34,4</b>
Dette extérieure	14 000 000 000	20 000 000 000	6 000 000 000	42,9
Dette intérieure	4 000 000 000	4 200 000 000	200 000 000	5,0
<b>3.2 Dépenses en capital</b>	<b>169 685 163 000</b>	<b>185 027 634 000</b>	<b>15 342 471 000</b>	<b>9,0</b>
Dépenses d'investissement (BIE)	122 685 163 000	121 527 634 000	-1 157 529 000	-0,9
Amortissement de la dette	47 000 000 000	63 500 000 000	16 500 000 000	35,1
<b>3.3 Comptes spéciaux du trésor</b>	<b>34 046 753 000</b>	<b>27 000 000 000</b>	<b>-7 046 753 000</b>	<b>-20,7</b>
Dépenses de fonctionnement	2 546 753 000	2 500 000 000	-46 753 000	-1,8
Dépenses d'investissement	24 000 000 000	20 000 000 000	-4 000 000 000	-16,7
Restructuration et prêts nets	7 500 000 000	4 500 000 000	-3 000 000 000	-40,0
<b>TOTAL CHARGES BUDGETAIRES</b>	<b>487 336 432 000</b>	<b>518 426 394 000</b>	<b>31 089 962 000</b>	<b>6,4</b>
<b>EXCEDENT (+)/ DEFICIT (-) BUDGETAIRE</b>	<b>2 515 988 000</b>	<b>8 651 654 146</b>		

## ANNEXES

## Rapport économique et financier 2018

### ***Annexe 1 : Indicateurs économiques et financiers 2013-2018***

Années/Indicateurs	2013	2014	2015	2016	2017	2018
					Projeté	Projeté
	<i>Taux de croissance, en pourcentage</i>					
<b>Croissance économique et prix</b>						
PIB réel (base 1998 = 100)	6,1	5,6	0,8	1,6	3,1	2,7
PIB réel (base 1998 = 100) hors industries extr	5,6	5,8	1,9	2,0	4,2	3,7
Déflateur du PIB	3,0	-9,2	-4,3	5,0	6,1	3,9
Taux d'inflation (IHPC)/Moyenne annuelle	4,1	3,8	0,5	1,5	2,6	3,7
Taux d'inflation (IHPC)/Fin de période	4,5	5,0	-2,8	2,8	2,7	4,7
<b>Compte courant extérieur (en % du PIB)</b>	-22,0	-27,3	-19,7	-14,9	-10,9	-10,9
<b>Réserves officielles brutes</b>						
En millions- US (fin de période)	996,4	639,1	822,8	824,5	802,5	849,0
En mois d'imports de B - Snf	5,9	5,0	5,6	5,4	4,9	5,1
	<i>En % du PIB hors industries extractives</i>					
<b>Opérations consolidées du Gouvernement</b>						
Recettes et dons	34,1	29,4	32,5	31,6	31,1	31,1
Dépenses et prêts nets	35,2	34,7	36,3	32,2	31,8	31,3
Solde budgétaire global (dons inclus)	-0,8	-4,3	-4,5	-1,5	-0,3	0,2
<b>Pour mémoire</b>						
PIB nominal (en Milliards UM)	1695,8	1626,5	1568,0	1672,6	1829,6	1950,9
PIB Nominal hors industries extractives (en M	1240,4	1381,0	1415,6	1458,1	1572,8	1692,4
PIB nominal (en Millions \$US)	5724,2	5391,5	4841,2	4758,2	5125,5	5310,2
Taux de change (UM/\$US)	296,2	301,7	323,9	351,5	...	...

Source : Autorités Mauritanienes/services du FMI (Oct.2017)

## Rapport économique et financier 2018

### ***Annexe 2 : Tableau consolidé des opérations financières de l'Etat (2013-2018), en mds MRO***

	30/09/2016	31/12/2016	30/09/2017	31/12/2017 (Prévisions)	Prév. 2018
<b>Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)</b>	<b>336,02</b>	<b>464,91</b>	<b>349,51</b>	<b>487,15</b>	<b>524,59</b>
<b>Recettes fiscales (hors pétrole)</b>	<b>217,44</b>	<b>285,20</b>	<b>245,18</b>	<b>318,73</b>	<b>347,15</b>
Taxes sur les revenus et profits	77,03	94,04	78,27	97,63	105,47
Taxes sur les biens et services	110,05	146,87	126,41	157,10	168,96
Taxes sur le commerce international	35,59	46,90	40,40	50,00	57,79
Autres recettes fiscales	16,57	20,23	15,10	8,34	8,75
Reste à recouvrer de droits de douanes	-21,79	-14,24	-14,99	-2,71	-2,27
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>83,83</b>	<b>133,88</b>	<b>82,25</b>	<b>120,33</b>	<b>128,88</b>
Recettes de la pêche	27,45	58,67	33,36	62,85	70,10
Recettes minières	3,65	6,13	4,55	6,7	7,035
Dividendes et redevances Eses publiques	7,81	9,85	8,99	11,04	12,54
Dettes rétrocédée et recouvrements	1,03	1,03		5,00	7,00
Comptes spéciaux du Trésor	31,31	43,14	23,05	29,45	27
Recettes en capital	1,44	1,75	4,24	6,00	6,55
Autres	11,15	13,32	8,07	16,71	17,21
<b>Dons</b>	<b>25,90</b>	<b>34,94</b>	<b>6,08</b>	<b>11,65</b>	<b>14</b>
<b>Recettes pétrolières (nettes)</b>	<b>8,84</b>	<b>10,89</b>	<b>16,00</b>	<b>18,03</b>	<b>15</b>
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>344,39</b>	<b>465,88</b>	<b>367,94</b>		
Dépenses courantes	198,39	276,45	233,60	283,60	306,40
Dépenses d'équipement	141,77	189,83	129,69		
Investissement financés par extérieure	37,61	40,70	27,06	60,00	74,06
Investissements financés par intérieur	104,16	149,13	102,63	147,30	141,53
Restructurations et prêts nets	4,24	-0,39	4,65		
Solde de base hors pétrole	3,40	10,14	2,42	21,20	10,09
Solde global ; dons compris (- = déficit)	-8,37	<b>1,89</b>	<b>-18,4313209</b>	<b>2,5</b>	<b>8,70</b>

Source : TOFE (Septembre/Octobre 2017)



## Rapport économique et financier 2018

### **Annexe 3 : Equilibre général des ressources et des charges 2017-2018 (en MRO)**

I- BUDGET GENERAL	LFR 2017		PLFI 2018	
	RESSOURCES	CHARGES	RESSOURCES	CHARGES
<b>A – OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF</b>				
1.1. Dépenses de fonctionnement (y/c intérêts dette)		283 604 516 000		306 398 760 000
1.2. Dépenses en Capital		169 685 163 000		185 027 634 000
- Investissement		122 685 163 000		121 527 634 000
- Amortissement du capital de la dette		47 000 000 000		63 500 000 000
1.3. Recettes courantes	421 026 770 000		461 038 248 146	
1.4. Recettes en Capital	6 000 000 000		6 550 000 000	
1.5. Aides, dons, subventions	11 650 000 000		14 000 000 000	
1.6. Prélèvement sur le compte pétrolier	18 030 000 000		15 000 000 000	
1.7 Recettes exceptionnelles	900 000 000		900 000 000	
1.8. Déficit budgétaire	-	-	-	
1.9. Allègement de la dette	2 698 897 000		2 489 800 000	
1.10. Excédent	2 515 988 000		8 651 654 146	
<b>TOTAL DES OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF</b>	<b>457 789 679 000</b>	<b>453 289 679 000</b>	<b>491 326 394 000</b>	<b>491 426 394 000</b>
<b>B - OPERATIONS A CARACTERE PROVISOIRE</b>				
2. Comptes de prêts	50 000 000	4 550 000 000	50 000 000	2 550 000 000
2.1. Prêts consentis		4 550 000 000		2 550 000 000
2.2. Prêts remboursés	50 000 000		50 000 000	
3. Comptes d'avances	50 000 000	1 950 000 000	50 000 000	1 950 000 000
3.1. Avances consenties		1 950 000 000		1 950 000 000
3.2. Avances remboursées	50 000 000		50 000 000	
4. Participations				
4.1 Prise de participations		0		0
<b>TOTAL DES OPERATIONS A CARACTERE PROVISOIRE</b>	<b>100 000 000</b>	<b>6 500 000 000</b>	<b>100 000 000</b>	<b>4 500 000 000</b>
<b>II-BUDGETS ANNEXES ET COMPTES D'AFFECTION SPECIALE</b>	<b>29 446 753 000</b>	<b>27 546 753 000</b>	<b>27 000 000 000</b>	<b>22 500 000 000</b>
1. Recettes	29 446 753 000		27 000 000 000	
2. Dépenses		27 546 753 000		22 500 000 000
<b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES ET DES CHARGES</b>	<b>487 336 432 000</b>	<b>487 336 432 000</b>	<b>518 426 394 000</b>	<b>518 426 394 000</b>

# Rapport économique et financier 2018

## **Annexe 4: Evolution du Budget de l'Etat, 2017-2018**

### 1. Dépenses budgétaires (en UM)

<b>DEPENSES BUDGETAIRES (EN UM)</b>				
NATURE DES DEPENSES	LFR 2017	PLFI 2018	VARIATION	
			En UM	En %
<b>Dépenses de fonctionnement (hors intérêts de la dette)</b>	<b>265 604 516 000</b>	<b>282 198 760 000</b>	<b>16 594 244 000</b>	<b>6,25</b>
--- Traitements et salaires	131 000 000 000	145 100 000 000	14 100 000 000	10,76
--- Dépenses sur biens et services	66 263 670 000	66 272 366 000	8 696 000	0,01
--- Subventions et transferts	56 114 452 000	58 600 000 000	2 485 548 000	4,43
--- Charges non-ventilées	12 226 394 000	12 226 394 000	-	-
			-	-
<b>Intérêts de la dette</b>	<b>18 000 000 000</b>	<b>24 200 000 000</b>	<b>6 200 000 000</b>	<b>34,44</b>
--- Dette extérieure	14 000 000 000	20 000 000 000	6 000 000 000	42,86
--- Dette intérieure	4 000 000 000	4 200 000 000	200 000 000	5,00
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>283 604 516 000</b>	<b>306 398 760 000</b>	<b>22 794 244 000</b>	<b>8,04</b>
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>169 685 163 000</b>	<b>185 027 634 000</b>	<b>15 342 471 000</b>	<b>9,04</b>
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>122 685 163 000</b>	<b>121 527 634 000</b>	<b>-1 157 529 000</b>	<b>-0,94</b>
--- Autofinancement	122 685 163 000	121 527 634 000	-1 157 529 000	-0,94
<b>Amortissement de la dette</b>	<b>47 000 000 000</b>	<b>63 500 000 000</b>	<b>16 500 000 000</b>	<b>35,11</b>
--- Dette extérieure	47 000 000 000	63 500 000 000	16 500 000 000	35,11
--- Dette intérieure			-	-
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PARTICIPAT°, AVANCES ET PRETS NETS</b>	<b>34 046 753 000</b>	<b>27 000 000 000</b>	<b>-7 046 753 000</b>	<b>-20,70</b>
--- Prises de participations			-	-
--- Avances et prêts nets	6 500 000 000	4 500 000 000	-2 000 000 000	-30,76923077
--- Comptes d'affectation spéciale	27 546 753 000	22 500 000 000	-5 046 753 000	-18,32
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	<b>487 336 432 000</b>	<b>518 426 394 000</b>	<b>31 089 962 000</b>	<b>6,38</b>

## Rapport économique et financier 2018

### 2. Ressources budgétaires (en UM)

RESSOURCES	LFR 2017 (UM)	PLFI 2018	VARIATION	
			UM	%
--- Recettes fiscales	318 726 552 000	347 154 853 646	28 428 301 646	8,92
--- Recettes non fiscales	102 300 218 000	113 883 394 500	11 583 176 500	11,32
--- Recettes en capital	6 000 000 000	6 550 000 000	550 000 000	9,17
--- Appuis budgétaires	11 650 000 000	14 000 000 000	2 350 000 000	20,17
--- Remboursement prêts et avances	100 000 000	100 000 000	-	-
--- Comptes d'affectation spéciale	29 446 753 000	27 000 000 000	-2 446 753 000	-8,31
--- Recettes exceptionnelles	900 000 000	900 000 000	-	
--- Allègement de la dette	2 698 897 000	2 489 800 000	-209 097 000	-7,75
--- Prélèvement du compte pétrolier	18 030 000 000	15 000 000 000	-3 030 000 000	-16,81
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES</b>	<b>489 852 420 000</b>	<b>527 078 048 146</b>	<b>37 225 628 146</b>	<b>7,60</b>
--- Excédent (+)/Déficit (-) budgétaire	2 515 988 000	8 651 654 146	6135666146	243,867
<b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES</b>	<b>487 336 432 000</b>	<b>518 426 394 000</b>	<b>31 089 962 000</b>	<b>6,38</b>